

MERCREDI 8 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **L'économie implose au même rythme qu'en 2008** p.1
- = Tsipras, acteur du grand basculement ? (Jacques Sapir) p.4
- = Le comité pour détruire le monde... (Pierre Leconte) p.13
- = La Fed n'aide absolument pas l'emploi US (Bill Bonner) p.18
- = Les mauvais chiffres de l'emploi US font grimper Wall Street... donc l'accord de paix de Lausanne fait grimper le pétrole ? (Philippe Béchade) p.21
- = **Etats-Unis: Chiffres du chômage, mensonge d'état en 10 points !** p.25
- = « USA, croissance 0,1 %... Bientôt la récession ! » (Charles Sannat) p.29
- = **Le monde magique des taux d'intérêt négatifs** (Bruno Colmant) p.36
- = **La grande idée fautive au cœur de la théorie monétaire moderne** p.39
- = **Ce que la Grèce peut apprendre de Chypre** p.42
- = **Canada: économie, le premier trimestre sera «atroce», avertit Stephen Poloz** p.43
- = **Le dollar fort représente "un choc significatif" pour l'économie américaine** p.44
- = **Les caisses de retraite du privé en France vont être bientôt dans le rouge [et pétrole]** p.45
- = **Les réserves d'Or (Gold) de la FED plongent... signe d'une perte de confiance** p.48
- = **Le Myanmar invite les entreprises privées locales à raffiner du pétrole brut** p.49
- = **Iran: si les sanctions sont levées, les cours du pétrole vont chuter** p.50



L'économie implose au même rythme qu'en 2008

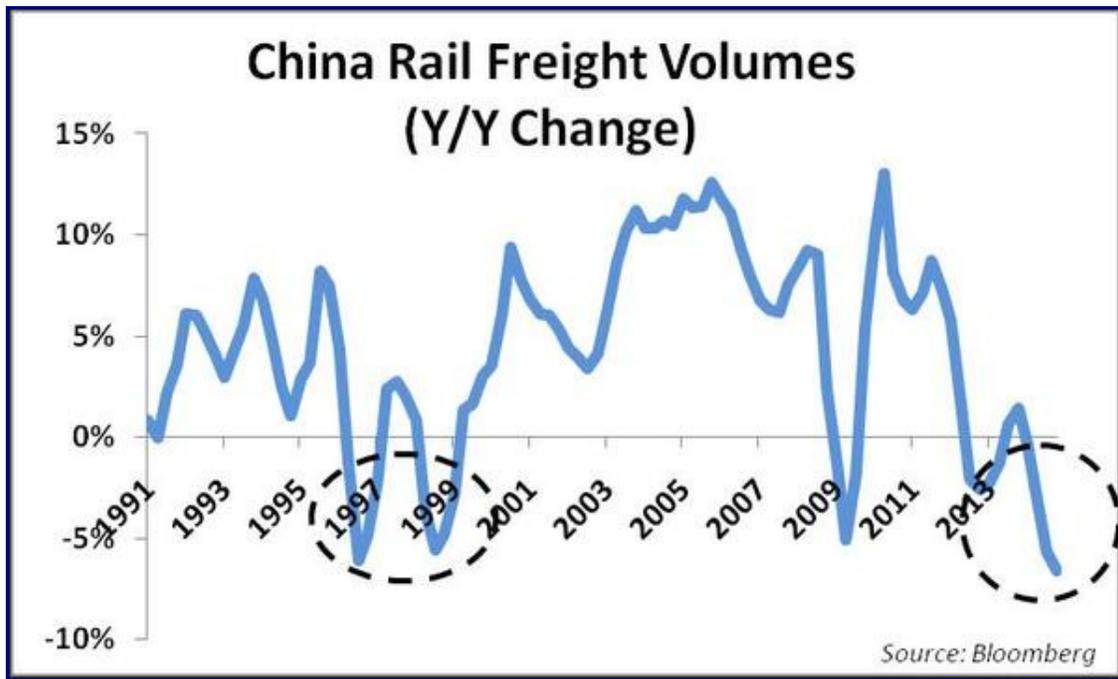


Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 08 avril 2015

L'implosion économique globale continue de progresser.

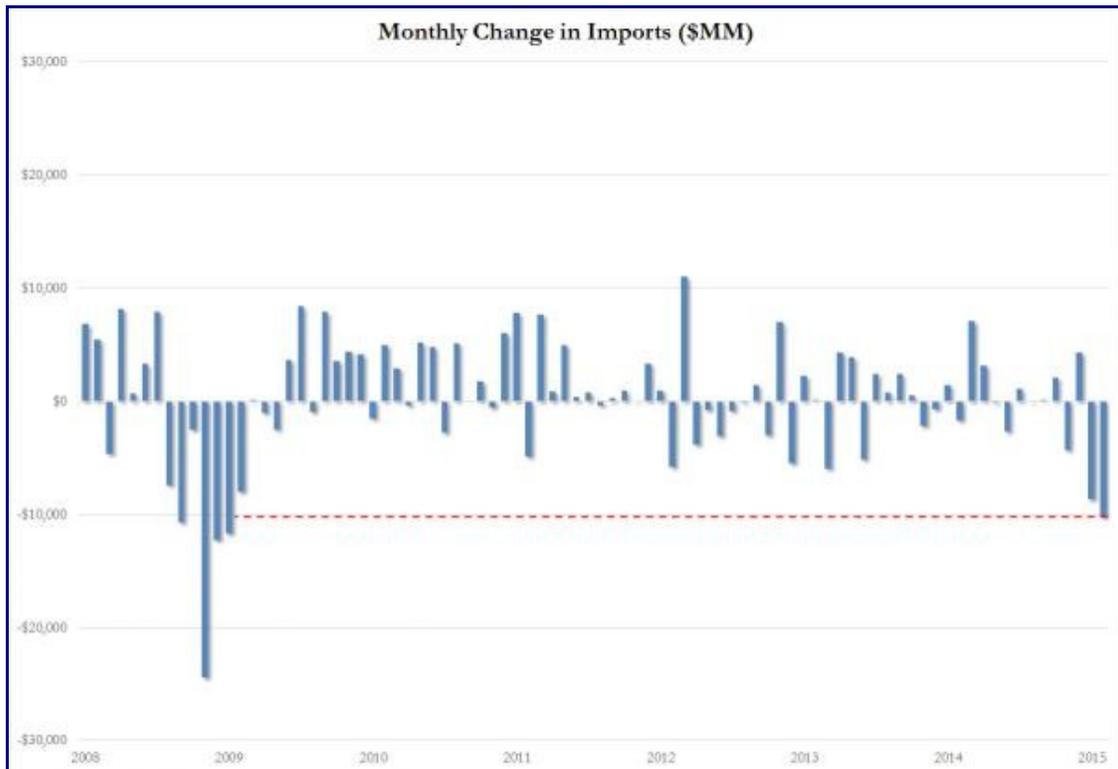
La croissance de la Chine est de 3%... peut-être même moins. L'un des seuls chiffres de l'économie chinoise qui ne soit pas complètement erroné est le trafic ferroviaire. Les transports ferroviaires chinois chutent actuellement à un rythme qui avait été enregistré pour la dernière fois lors de la crise financière asiatique. La situation est pire encore aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2008.



(via RBS Economics)

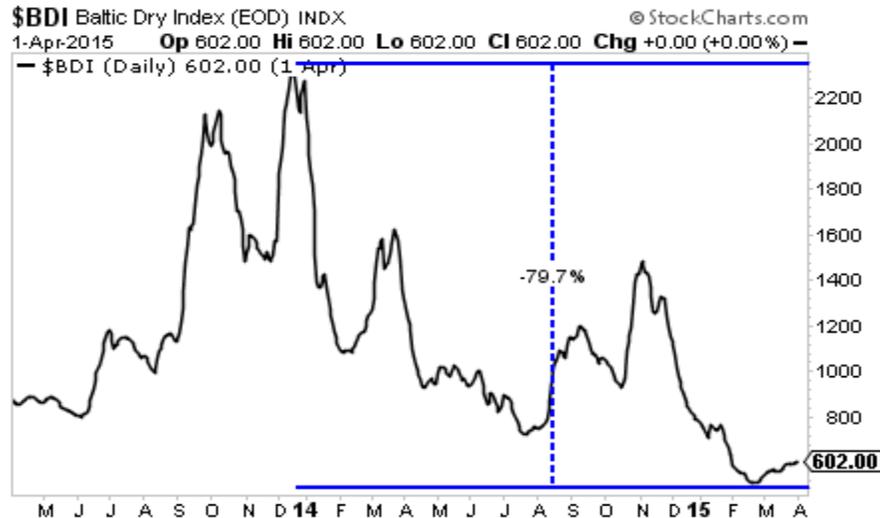
Voilà qui nous indique que l'économie chinoise est en train de s'effondrer. La Chine est une économie d'exportation... et une majorité de ses exportations partent pour les Etats-Unis.

Il ne devrait pas vous surprendre que le secteur de l'importation américain enregistre son pire effondrement depuis Lehman Brothers.

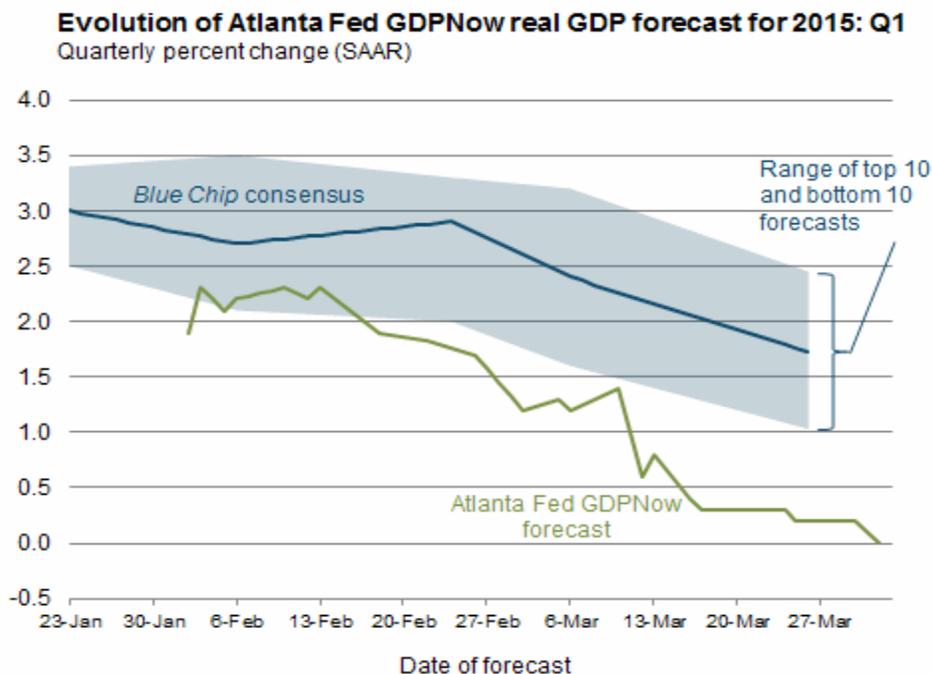


Via ZeroHedge

Et s'il s'effondre, il devrait en être de même pour le commerce global. C'est bel et bien le cas. L'indice Baltic Dry, qui est un indicateur du commerce global, a chuté de 80% au cours de ces 18 derniers mois. Il a très récemment atteint un record historique à la baisse (plus bas encore que celui enregistré pendant l'effondrement de 2008).



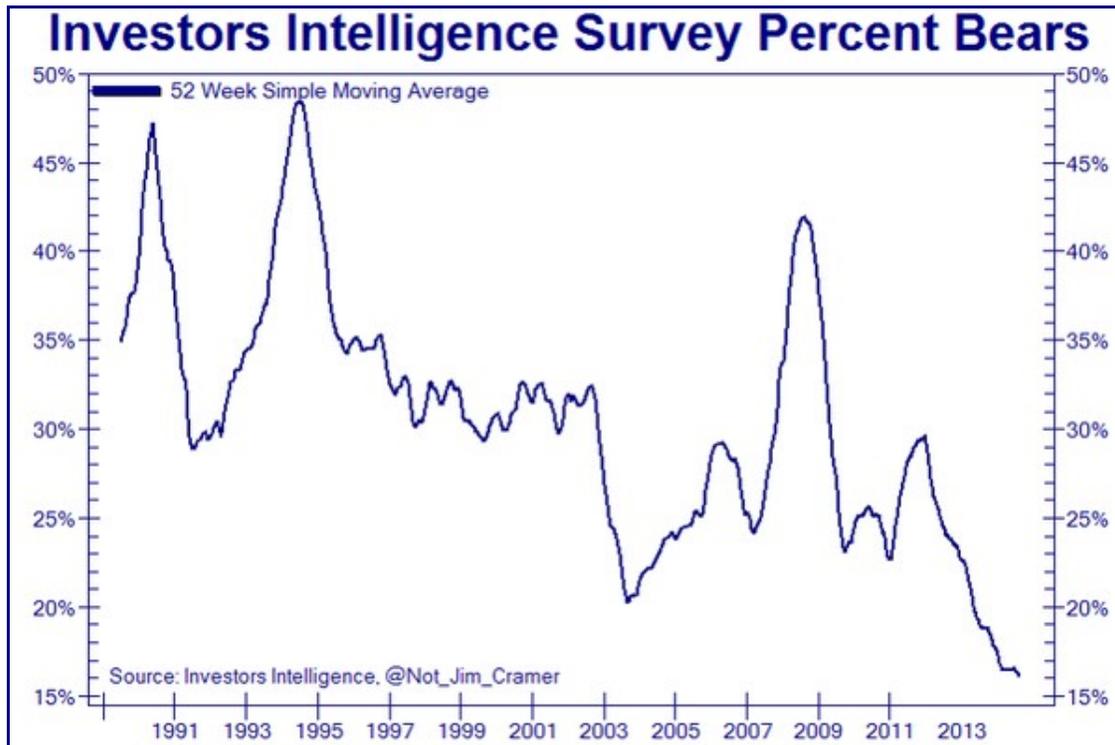
Le PIB réel de la Fed devrait enregistrer une croissance de 0% au premier trimestre 2015.



Sources: Blue Chip Economic Indicators and Blue Chip Financial Forecasts

Et dans cette conjoncture, les investisseurs restent haussiers. L'Investors

Intelligence Survey enregistre un record historique à la baisse du nombre de baissiers.



Via Not Jim Cramer

Le temps est venu de nous préparer avant que l'effondrement ne se déchaîne.

Tsipras, acteur du grand basculement ?

Jacques Sapir sur *Russeurope* 8 avril 2015

Alexis Tsipras, le nouveau Premier Ministre de la Grèce sera le 8 avril à Moscou. Or, le 9 avril, la Grèce doit effectuer un paiement au Fond Monétaire International. Les déclarations sur ce point du Ministre des finances de la Grèce ne laissent planer aucune ambiguïté : la Grèce honorera sa créance[1]. Mais, le 14 avril, la Grèce doit simultanément émettre pour 1,4 milliards d'Euros de bons du Trésor, renouvelant la dette à court terme (ce que l'on appelle faire « rouler » la dette) et le gouvernement doit payer 1,7 milliards en pensions et salaires. Or, la Banque Centrale Européenne a « déconseillé » aux banques privées grecques d'accepter de nouveaux bons à court terme émis par l'Etat grec[2]. On voit que cette visite d'Alexis Tsipras à Moscou va donc bien au-delà de la traditionnelle amitié entre la Grèce et la Russie. Elle pourrait signifier, à relativement court terme, l'amorce d'une bascule à l'échelle de l'Europe.

Figure 5: Amortisation schedule, April-September 2015

Date	Payment	Sum (EUR mn)
09-Apr	IMF	458
14-Apr	T-bill	1,400
17-Apr	T-bill	1,000
08-May	T-bill	1,400
12-May	IMF	763
15-May	T-bill	1,400
05-Jun	IMF	305
12-Jun	IMF	343
12-Jun	T-bill	3,600
13-Jun	IMF	458
16-Jun	IMF	572
19-Jun	IMF	343
19-Jun	T-bill	1,600
10-Jul	T-bill	2,000
14-Jul	International government bond (JPY-denominated)	88
20-Jul	Government bond	3,491
07-Aug	T-bill	1,000
20-Aug	Government bond	3,188
04-Sep	T-bill	1,400

Source: IMF, Bloomberg, UBS.

[Si la Grèce effectue bien son paiement de 458 millions d'euro au FMI le 9 avril (argent qu'ils n'ont pas), il y en aura un autre le 12 mai (753 millions), le 5 juin (305 millions), le 12 juin (343 millions), le 13 juin (458 millions), le 16 juin (572 millions) et le 19 juin (343 millions). Note : jamais personne n'a fait défaut sur des paiement dus au FMI.]

I. La situation de la Grèce

On sait que la Grèce a conclu un accord de nature provisoire avec ses créanciers (l'Eurogroupe mais aussi le FMI). Aujourd'hui le pays fait donc face à des difficultés importantes de court terme comme la fuite des capitaux hors du système bancaire (12 milliards d'Euros pour le mois de février) ainsi que l'incertitude financière sur sa capacité à effectuer les remboursements de sa dette. Cette incertitude financière est une arme à la fois politique et économique sur le nouveau gouvernement. Les investissements sont aujourd'hui fortement ralentis en Grèce, et les Investissements Directs Etrangers (IDE) sont au point mort. Dans ces conditions, l'Eurogroupe (i.e. la réunion des Ministres des finances de la Zone Euro) a pris la responsabilité d'exercer des pressions politiques et économiques de plus en plus fortes sur le gouvernement grec.

On sait aussi que les politiques d'austérité sont un échec non seulement en Grèce mais dans bien d'autres pays. Les effets destructeurs de ces politiques d'austérité, non seulement dans le cas de la Grèce mais aussi dans celui du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie, sont aujourd'hui évidents et parfaitement avérés. D'un point de vue technique, on peut dire que le multiplicateur des dépenses fiscales, ce multiplicateur qui lie les mouvements du PIB et celui des dépenses budgétaires, a été grossièrement sous-estimé par les autorités de l'Union Européenne, et cela même après la publication de l'étude fameuse de Blanchard, réalisée au FMI, et datant de janvier 2013[3]. Il est évident que les politiques mises en œuvre en Grèce sous le nom de « Mémoire » ne fonctionnent pas et ont de plus des effets destructeurs très importants sur l'économie. Ces politiques, et il faut insister sur ce point, n'ont pas été mises sur pied pour « aider » la Grèce, mais bien uniquement pour permettre aux pays créditeurs d'être remboursés. Ceci a été reconnu dernièrement dans une note du FMI. Mais, sur ce point aussi, elles se révèlent contre-productives. En effet, il est clair que la Grèce, à la suite des divers Mémoires, ne pourra pas rembourser sa dette. La politique mise en œuvre pour sortir ce pays de l'insolvabilité l'a, au contraire, fait plonger dans l'insolvabilité.

C'est dans ce cadre qu'il faut considérer les politiques mises en œuvre par l'Union européenne, et dont le caractère anti-démocratique, et même fascisant, se révèle chaque jour un peu plus. En coupant l'accès à la liquidité d'urgence qui a été mis en place par la BCE dès le 4 février dernier, en refusant toutes les solutions proposées par Athènes, les dirigeants européens espèrent que la pression va être telle sur Alexis Tsipras que ce dernier sera contraint d'accepter les conditions de ses créanciers. Ces conditions ne sont pas économiques, car on a vu qu'elles ont en réalité aggravé la situation du pays. Ces conditions sont donc bien en réalité politiques. A travers l'acceptation de « réformes » du marché du travail et des pensions qui ne sont pas urgentes sur le plan économique, mais qui permettent de montrer la capacité des institutions européennes « d'annuler » politiquement l'essentiel du programme et du message de Syriza. C'était là l'essentiel et il faut bien le comprendre pour saisir toute la situation. Les dirigeants européens veulent ainsi annuler le résultat des élections du 25 janvier si celui-ci met en péril la politique qu'ils mènent depuis des années. Ils veulent annuler ces élections alors même qu'ils se prétendent de grands défenseurs de la démocratie. On a ainsi la démonstration ainsi irréfutable que « démocratie » n'est qu'un mot

dans leur bouche et que, dans la réalité, ils n'ont de cesse que de nier cette dernière et de nier la souveraineté du peuple qui s'est exprimée dans ces élections. Dans cette stratégie, l'Eurogroupe n'a donc cessé de rejeter les propositions de réformes présentées par la Grèce. Mais, ce faisant elle a radicalisé les positions du gouvernement grec. Il faut alors comprendre pourquoi ce dernier n'a pas décidé de rupture franche avec les institutions européennes.

II. Les raisons de la politique grecque vis-à-vis de l'Europe

En réalité, Syriza situe son action à *l'intérieur* de l'Union européenne. Certains le font par idéologie, mais la majorité du parti le fait par réalisme. L'attachement de la population, et des élites grecques, à l'UE est important et il faut en comprendre les raisons. Les raisons de cet attachement sont multiples.

Il y a d'abord des raisons d'ordre géopolitique. Les Grecs se souviennent de l'isolement dont leur pays fut victime lors des événements de Chypre en 1973, qui devaient conduire à l'intervention Turque sur l'île (opération *ATTILA*). Ces événements furent d'ailleurs la cause de la chute de la dictature des « colonels ». Il en reste la mémoire en Grèce des dangers d'un nouvel isolement. C'est ce que les gouvernements successifs, de droite ou de gauche, ont cherché à éviter via l'adhésion de la Grèce au Marché Commun (sous le gouvernement conservateur de Caramanlis) puis le soutien indéfectible aux différentes étapes de la construction européenne. Même l'adhésion de la Grèce à l'Union Economique et Monétaire, c'est à dire à la zone Euro, peut en réalité être interprété comme une expression de cette volonté de ne pas être isolé. On peut penser que cette crainte de l'isolement face à la Turquie puisse désormais être contrebalancée tout autant par des accords militaires et politiques avec la Russie que par l'adhésion à l'Union européenne.

Il y a, ensuite, des raisons économiques. La Grèce a beaucoup profité dans la période 1975-2000 des fonds structurels européens, et nombre des investissements publics ont été réalisés grâce aux programmes divers (aides aux zones insulaires, aux zones de moyenne montagne, etc...) de l'aide européenne. Le fait que cette dernière se soit largement réduite depuis 1995, et surtout depuis l'entrée des anciens pays d'Europe de l'est dans l'UE, rend cependant cet argument bien plus faible qu'il y a dix ans. Les Grecs ont

mesuré qu'aujourd'hui cette « aide » est de plus en plus faible alors que les contraintes imposées par l'Union européenne sont véritablement meurtrières. Il y a, enfin, une raison idéologique. Les élites modernisatrices de la Grèce, élites dont Syriza fait en réalité partie intégrante, ont toujours considéré que le rattachement à l'Europe occidentale, c'est à dire au noyau initial du Marché Commun, était un gage de mise en œuvre des réformes destinées à libérer la Grèce de l'héritage ottoman. On peut discuter à l'infini de ce qui est, et n'est pas, dans la culture sociale et politique grecque un « héritage » de l'occupation ottomane, mais il n'en reste pas moins que la présence massive du népotisme, de la corruption, et plus généralement d'institutions que l'on peut qualifier de « molles » et qui permettent le maintien de ce népotisme et de cette corruption, est attribuée à cet « héritage ». De ce point de vue, l'adhésion à l'Union européenne était la seule garantie des réformes nécessaires.

Ces trois raisons expliquent que Syriza soit un parti viscéralement pro-européen, et que le deuil qu'il doit faire de l'Europe soit un processus douloureux. Les dirigeants de Syriza avaient espéré fédérer autour d'eux des pays qui souffraient tout autant de l'austérité, comme l'Espagne, le Portugal ou même l'Italie et la France. Ils avaient espéré constituer un grand « front uni » contre l'austérité à l'échelle européenne. Mais, ils ont ici pêché par optimisme. Optimisme quant aux positions du gouvernement français, qui s'avère chaque jour un peu plus le laquais de l'Allemagne. Optimisme quant aux positions des gouvernements conservateurs en Espagne et au Portugal, qui voient en réalité en Syriza un danger pour leur propre domination sur leurs peuples. Les dirigeants de Syriza, *mutatis mutandis*, se sont trouvés dans la même position que les dirigeants bolchéviques persuadés que la révolution en Russie allait provoquer la révolution en Allemagne, et restant en panne de stratégie quand ceci n'arriva pas. On sait que de ce constat naquit la stratégie de développement autonome de l'URSS, avec la NEP, conçue comme une stratégie alternative devant l'échec de la révolution en Allemagne. Autour de cette NEP put se fédérer un bloc implicite allant des bolchéviques aux divers modernisateurs (menchéviques, socialistes-révolutionnaires), bloc qui devait donner d'ailleurs à la NEP sa dynamique économique et sociale extrêmement progressive[4]. De fait, il semble que les dirigeants de Syriza aient anticipé que leur optimisme pourrait être déçu. L'alliance politique qu'ils ont conclue avec les « Grecs Indépendants »

(An.El) signifiait bien que les concessions qu'ils étaient prêts à faire pour rester au sein de la zone Euro auraient une limite. Il est aussi possible qu'ils aient sous-estimé le mouvement de résistance nationale qui s'est manifesté après l'élection du 25 janvier.

Nous en sommes là. Le gouvernement grec a compris que fors une capitulation sans condition, une soumission abjecte aux diktats européens, il ne trouverait aucun terrain d'accord avec l'Eurogroupe et la BCE. Le fait qu'il ait évolué dans sa position quant à la privatisation du port du Pirée, pour ne pas heurter la Chine, est une indication que le gouvernement grec n'attend plus grand chose de l'Union européenne et se prépare à compter de plus en plus sur la Russie et la Chine.

III. Quelle stratégie ?

Il faut alors envisager ce qui pourrait se passer dans les prochains jours, voire les prochaines semaines.

Le gouvernement grec a donc décidé d'honorer sa créance au FMI. C'est entièrement compréhensible. Il ne peut se mettre à dos et l'Eurogroupe et le FMI. Un défaut vis-à-vis de ce dernier aurait de plus des conséquences importantes pour la Grèce, des conséquences en fait d'autant plus importantes que la Grèce se trouverait coupée des financements européens et forcée, de fait, de sortir de l'Euro. La décision d'honorer la créance vis-à-vis du FMI laisse à penser qu'une position de rupture est en train d'émerger au sein du gouvernement grec.

Cette rupture cependant, le gouvernement grec veut en faire peser l'entière responsabilité sur l'Eurogroupe et l'Union européenne. Il le veut d'une part pour des raisons de politique intérieure et de morale politique. Ayant affirmé durant la campagne électorale qu'il ne voulait pas sortir de l'Euro, il doit agir en sorte d'être expulsé de cette dernière. D'où le fait qu'il ne faut pas s'attendre à des gestes de rupture de la part de la Grèce, mais à une fermeté sur les principes : il n'est pas question de renoncer aux promesses électorales et au programme sur lequel ce gouvernement a été élu. Mais, le gouvernement grec veut aussi que cette rupture soit le fait des institutions européennes pour rendre moins douloureuse la brisure du rêve européen. Le deuil de l'idée européenne, du moins dans sa forme la plus inclusive, aura certainement des conséquences. Si la responsabilité de ce deuil peut reposer

sur Bruxelles et Francfort, il peut en découler un surcroît de légitimité pour le gouvernement grec.

C'est ici que prend place la possibilité de créer une nouvelle monnaie qui circulerait *en même temps* que l'Euro, afin de permettre au gouvernement grec de réaliser les paiements qu'il doit faire pour la population, et de relancer le financement de l'investissement. Il faut dire ici que ceci n'a pas eu d'équivalent. Non que des systèmes de double circulation monétaire n'aient pas existé. Mais, ces systèmes ont été à la fois très instables (une monnaie finissant par évincer l'autre) et il n'y a pas d'exemple de cas où une monnaie supra-nationale ait été contestée par une monnaie nationale nouvellement créée, sauf dans le cas de la rupture d'un pays (Autriche-Hongrie, URSS). Dans ce cas, la double circulation ne dure pas plus que quelques semaines. Si le gouvernement grec décide logiquement, devant l'étranglement financier dont il est l'objet, de créer une nouvelle monnaie, se poseront immédiatement deux problèmes :

- Quelle stabilité pour la nouvelle monnaie.
- Quel taux de change entre cette nouvelle monnaie et l'Euro.

La stabilité de cette nouvelle monnaie pourrait être garantie par un fond de stabilisation, lui-même issu d'un prêt de courte durée (2 ans au maximum). La Russie a déjà dit, par la voix de son Ministre des affaires étrangères, qu'elle était prête à étudier un tel prêt. En fait, on voit bien que ceci est une manière « douce » de sortir de l'Euro. Si cette nouvelle monnaie est stable, elle va rapidement s'imposer dans la circulation monétaire interne face à l'Euro tout en connaissant une dépréciation de 20% à 30%. Cette dépréciation devrait aboutir à une balance commerciale fortement excédentaire dans un délai de 6 mois à un an, garantissant les conditions de remboursement du prêt. De fait, les conditions d'une stabilité à moyen terme de la nouvelle monnaie grecque apparaissent comme bonnes. Ce fond de stabilisation pourrait bien être fourni par la Russie. Cet excédent commercial pourrait d'ailleurs être aussi accru par la levée des « contre-sanctions » prises par la Russie contre les productions agro-alimentaires des pays de l'UE, une levée qui pourrait dans un premier temps concerner la Grèce et la Hongrie. Par ailleurs, la Grèce devra faire défaut sur ses dettes libellées en Euro, ce qui ne sera pas sans poser quelques problèmes aux pays de l'Eurogroupe et à la BCE.

Plus généralement, un conflit irrémédiable entre la Grèce et les pays de l'Eurogroupe aboutirait à ce que la Grèce se tourne vers la Russie et la Chine à la fois pour les investissements (IDE) et pour les relations tant politiques qu'économiques.

IV. Un grand basculement

Une telle solution impliquerait un basculement dont le sens dépasse de loin le seul cas de la Grèce. Lors de la préparation de son voyage à Moscou qui doit avoir lieu le 8 avril, Alexis Tsipras a donné le ton le 31 mars en affirmant que les « sanctions contre la Russie ne mènent nulle part. »[\[5\]](#). Cette déclaration était un désaveu très clair de la politique orientale de Bruxelles, en particulier au sujet de l'Ukraine. Voilà qui a de quoi inquiéter la Commission européenne. Athènes pourrait alors se décider à défendre les positions de la Russie au sein de l'UE, et ce en particulier si l'UE se montrait agressive avec la Grèce. Il n'est nullement de l'intérêt de la Grèce de quitter l'UE. Le gouvernement grec serait un bien meilleur allié de Moscou s'il restait membre de l'UE, tout en contestant systématiquement, et en les paralysant, toutes les décisions. Or, si l'on peut en théorie expulser un pays de l'UE, il faut pour cela obtenir l'unanimité des autres membres. Il est clair qu'il y aura toujours un ou deux autres pays qui refuseront de voter cette expulsion, ne serait-ce qu'en raison de la crainte qu'ils pourraient avoir d'être les prochains sur la liste des expulsés.

Ce refus d'aller plus avant dans la confrontation avec la Russie, refus qui – il faut le savoir – est très largement partagé en Grèce même par des forces politiques qui ne sont pas au gouvernement, pourrait d'ailleurs faire sortir du bois d'autres pays qui partagent en réalité ces positions : Chypre, la Slovaquie ou la Hongrie, par exemple. Mais, aujourd'hui, l'enjeu de ce voyage est sans doute encore plus grand. Il est clair que le conflit entre la Zone Euro et la Grèce est inévitable, et que ce conflit peut provoquer une sortie de l'Euro de la part de la Grèce. Le voyage à Moscou d'Alexis Tsipras, mais aussi les relations étroites que son gouvernement est en train d'établir avec la Chine et plus généralement avec les pays des BRICS, représente potentiellement un moment historique. Celui du reflux des institutions européennes de l'UE au profit d'une avancée, certes timide, certes prudente, mais néanmoins réelle des puissances émergentes, comme la Russie et la Chine, dans le jeu européen. C'est pour cela qu'il y a bien plus dans ce

voyage que ce que l'œil d'un observateur peut voir.

La crainte de ce grand basculement doit aujourd'hui commencer à s'immiscer dans les cerveaux quelque peu embrumés des dirigeants européens. Quelles sont alors leurs possibilités ? Ils peuvent céder, tout ou partie, de ce que demande Syriza. On l'a déjà dit, une telle solution porterait en elle la condamnation implicite des politiques d'austérité. Il ne faudrait guère attendre pour que d'autres pays, tels l'Espagne et le Portugal, adorant ce qu'hier ils avaient brûlé, ne se décident alors à embrasser les demandes de la Grèce. Le risque est immense de voir la politique établie par l'Allemagne et au profit de l'Allemagne voler alors par dessus les moulins. Le gouvernement allemand en est conscient, et c'est pourquoi il mène un « front de la fermeté » sur ces points. Mais, à tenir une position intransigeante avec la Grèce, ces mêmes dirigeants prennent le risque d'un éclatement de toute la construction politique qu'ils ont accomplie depuis plus de quinze ans. On le voit, et ceci quelle que soit l'issue de cette crise, c'est à la fin de la construction européenne telle qu'elle s'est faite depuis maintenant près de vingt-cinq ans que nous sommes en train d'assister. L'expression « grand basculement » apparaît donc comme bien appropriée. Reste à savoir comment les gouvernants français s'adapteront à cette nouvelle situation.

Source : [RussEurope](#)

Notes :

[1] http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/la-grece-s-engage-a-rembourser-le-fmi_1668428.html

[2] <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/la-bce-demande-banques-grecques-de-ne-plus-acheter-de-dette-d-athenes-463735.html>

[3] Blanchard O. et D. Leigh, « Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers », IMF Working Paper, n°13/1, janvier 2013.

[4] Sapir J., «Éléments d'une histoire économique de l'URSS: quelques questions sur la croissance», in *Historiens et Géographes*, n°351, décembre 1995, pp.191-218. Idem, «La guerre civile et l'économie de guerre, origines du système soviétique», in *Cahiers du Monde Russe*, vol. 38, n°1-2, 1997, pp. 9-28.

[5] <http://www.theguardian.com/world/2015/mar/31/alexis-tsipras-greece-russiarelations>

Visite de Tsipras en Russie: l'UE met Athènes en garde

Bruxelles demande à Athènes de se conformer à la politique européenne commune à l'égard de la Russie.

Le président du parlement européen Martin Schulz a recommandé au premier

ministre grec Alexis Tsipras de ne pas mettre en danger l'unité de l'Union européenne lors de sa visite en Russie.

« Je ne sais pas si la Russie octroiera ou non une assistance financière à la Grèce (...), mais je recommande à M.Tsipras de ne pas mettre en péril l'unité de l'Union européenne », a déclaré M.Schulz dans une interview accordée au journal allemand [Bild](#).

« La Grèce exige des preuves de solidarité de la part de l'UE, et elle les reçoit. De ce fait, nous sommes également en mesure de lui demander de rester attachée à la politique de mesures communes », a souligné le président du PE.

[Tsipras à Moscou](#)

Le chef du gouvernement grec se rendra à Moscou pour une visite de travail les 8 et 9 avril. Au cours de son séjour, il s'entretiendra avec le président russe Vladimir Poutine, le premier ministre Dmitri Medvedev et le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Sergueï Narychkine. A l'approche de la visite de M.Tsipras en Russie, les médias occidentaux ont affirmé que la Grèce envisageait de demander une aide économique à Moscou.

Arrivé au pouvoir en janvier 2015, le nouveau gouvernement grec dirigé par le parti de la gauche radicale Syriza s'est opposé au durcissement des [sanctions décrétées par l'UE à l'encontre de la Russie](#) sur fond de [crise ukrainienne](#).

Source : [Sputnik](#)

[Le comité pour détruire le monde...](#)

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 7 avril 2015



Avec des taux d'intérêt à 10 ans allemand à 0,1680% et des taux à 10 ans US à 1,8950%, un écart de 173 points de base qui n'a pas d'autre explication que le déploiement en cours du Quantitative Easing européen alors que le Quantitative Easing US a cessé mais qui n'a pas d'équivalent historique, il est évident qu'il faut ACHETER PLUS ENCORE D'OBLIGATIONS D'ÉTAT US et vendre les obligations d'État européennes (ou japonaises -puisque un écart équivalent existe entre les taux à 10 ans japonais et les taux d'intérêt à 10 ans US en raison du QE japonais-), d'autant que les premières sont émises dans une monnaie redevenue forte (le dollar US) et que les secondes sont émises dans une ou des monnaies redevenues faibles (l'euro et les autres).

Sans oublier que les taux d'intérêt à long terme US ont une marge de baisse bien plus forte que les taux d'intérêt à long terme européens (ou japonais) déjà à leur plus bas historique, compte tenu de la TRÈS FORTE DÉGRADATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE US (qui vient d'être confirmée par les statistiques catastrophiques de l'emploi américain publiées le 3 avril) et de la probabilité d'une correction baissière des actions US négativement impactées depuis plusieurs mois par la hausse du dollar US et la chute des prix du pétrole.

Au moment même où les actions européennes (ou japonaises) sont artificiellement soutenue par une création massive de liquidité consécutive aux QE de Draghi et de Kuroda qui ne faiblissent pas et que la Federal Reserve US de Yellen parle de remonter le taux court américain, ce qui pèserait à la baisse sur les actions US en rendant les obligations US encore plus rémunératrices. Traditionnellement, acheter les obligations US (TLT, TMF, etc.), constitue, en outre, la meilleure assurance contre la chute des actions US (avec évidemment la vente des dites actions ou des indices boursiers -via l'achat d'options puts ou d'ETF short-, plus risquée).

Les meilleurs gestionnaires d'actifs, comme Guggenheim et Zulauf, sont du même avis: les taux d'intérêt à moyen et long terme US devraient chuter (à moins de 1% sur le 10 ans) et les obligations d'État US monter...

Important

- Guggenheim lui-même reconnaît que la politique de la Federal Reserve appauvrit les Américains : La masse de personnes sans emploi aux USA explose.

- Tant que l'euro et le yen contre le dollar US et les prix des matières premières chuteront, les actions US (de sociétés exportatrices et d'exploitation de ressources naturelles principalement) seront pénalisées et les actions européennes (ou japonaises) (de sociétés exportatrices principalement) favorisées. Sauf s'il y avait UN VRAI DÉCROCHAGE A WALL STREET qui, en raison de l'importance mondiale déterminante du marché US (sur lequel sont aussi cotées beaucoup d'actions de sociétés non américaines), EMPORTERAIT PROBABLEMENT A LA BAISSSE LES ACTIONS EUROPÉENNES ET JAPONAISES (ces dernières étant de toutes façons déjà sur-achetées et mûres pour une correction à court terme). D'où le conseil du chef économiste de Saxo Bank: sortir de tous les marchés d'actions maintenant, un peu en avance du classique « Sell In May And Go Away... ».

En attendant, la hausse excessive du dollar US détruit à terme les « grands équilibres » internationaux.

Chaque forte hausse des obligations d'État US (les 10 Year US Treasury selon le graphique de Vermeulen ci-dessous) comme actuellement a ultérieurement provoqué une chute des actions US:



A lire explication du graphique précédent:

<http://www.kitco.com/ind/Vermeulen/2015-04-02-Do-Equities-Just-Correct-or-Collapse-in-2015.html>

IMPORTANT

<http://www.newsmax.com/Finance/StreetTalk/alan-greenspan-bonds-treasurys-traders/2015/04/06/id/636710/>

Politiques monétaires partout destructrices qui, parce que loin de stimuler l'inflation entretiennent la déflation, se termineront par un fiasco complet, en particulier la paupérisation additionnelle des populations japonaises et européennes (ou américaines) et l'installation durable du dollar US comme monnaie de réserve mondiale (les BRICS n'étant pas en mesure -quoi que certains en rêvent- de s'y opposer puisque leurs monnaies -rouble, yuan, etc.- sont elles aussi en état de fragilité durable).

Alors qu'il faudrait au Japon laisser les ajustements internes et externes se produire librement et en Europe en finir avec l'euro comme monnaie unique en revenant aux monnaies nationales (quitte à garder temporairement l'euro comme monnaie commune parallèle) au lieu de laisser les banques centrales supprimer l'économie de marché, c'est-à-dire la fixation libre des prix des actifs financiers au moyen de leurs interventions permanentes.

Quant aux USA, ils sont peut être sur le point de commettre la même erreur qu'en 1937, lorsque la Fed avait remonté son taux directeur replongeant ainsi leur économie en récession aggravée laquelle n'avait pas vraiment repris après la crise de 1929... Exactement comme leur économie actuelle n'a pas vraiment repris depuis la crise de 2008 !!!

Déflation et récession restent d'actualité un peu partout étant donné que la Grande Stagnation continue, même si les banques centrales s'emploient à la cacher (avec un succès apparent pour le moment, mais au prix de drames à venir bien pires). Créer toujours plus de monnaie et de crédit ne crée pas plus de richesse, surtout lorsque cela n'alimente que les bulles d'actifs financiers -qui nécessairement exploseront un jour- au lieu d'investir dans l'économie réelle pour y stimuler l'investissement productif, seule façon de faire baisser le chômage avec, en même temps, la diminution massive des impôts permettant la relance de la consommation. Bref, le contraire de ce que font les pouvoirs publics actuels !!!

Avec quelque provocation dans notre propos final, nous résumons notre analyse de la façon suivante: à terme de quelques mois ou de quelques années, on se rendra compte qu'il n'y a pas d'autre solution que de supprimer les banques centrales et rétablir un Système monétaire international stable (lequel ne peut être basé -totalement ou partiellement- que sur l'étalon-or) et, pour la plupart des États européens, de rétablir leur souveraineté nationale (en sortant de l'Union européenne, une invention américaine qui les asservit et les paupérise), ainsi que Charles de Gaulle l'avait compris et proposé.

-

A écouter pour comprendre le « piège euro-américain » qui étouffe la France et les autres Nations européennes !!!

<https://www.upr.fr/conferences/qui-gouverne-la-france>

John Keynes lui-même, l'inspirateur des désastreuses pratiques monétaires actuelles, a écrit:

“Lénine aurait déclaré que la meilleure manière de détruire le système capitaliste est de s'attaquer à sa monnaie. [...] Il avait raison. Il n'y a pas de manière plus subtile, plus sûre et plus discrète de renverser l'ordre existant de la société que de vicier sa monnaie.”

Dans de telles conditions, il n'y a pas à s'étonner de l'échec global des politiques banques centrales actuelles, dont les pratiques de centralisme dans ligne socialo-marxiste en tous points anti-libérales tuent les économies par la spoliation de l'épargne (« l'euthanasie du rentier » pour reprendre la terminologie keynésienne), qu'il s'agisse de « vicier » (détruire) alternativement les monnaies comme de la pratique des taux d'intérêt zéro ou négatifs (revenant à supprimer tout repère et source de valeur)...

Lire <http://www.zerohedge.com/news/2015-04-01/committee-destroy-world>

-

Excellente analyse résumant la situation réelle des USA :

<http://charleshughsmith.blogspot.ch/2015/03/the-fed-has-failed-nation-in-one-chart.html>

-

A propos de la Grande Stagnation (dont les trois causes principales sont la création monétaire excessive happée par la trappe à liquidité, le vieillissement accéléré des populations et la déflation par la dette, le Japon faisant figure de précurseur à cet égard):

<http://uk.businessinsider.com/larry-summers-responds-to-ben-bernanke-2015-4>

<http://larrysummers.com/2015/04/01/on-secular-stagnation-a-response-to-bernanke/#more-4045>

La Fed n'aide absolument pas l'emploi US

08 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les chiffres de l'emploi US ont été publiés vendredi. Les autorités et leurs petits amis de Wall Street ont passé le week-end à tenter de leur mettre un sac en papier sur la tête.

Mohamed El-Erian a rapidement réagi :

"La machine de l'emploi US a visiblement perdu du terrain en mars, avec seulement 126 000 nouveaux emplois — un chiffre de loin inférieur aux attentes du consensus, aux environs de 250 000 — et avec des révisions effaçant 69 000 postes du total des deux mois précédents, selon le département du Travail. Ces résultats peu reluisants mettent fin à une impressionnante série de 12 mois consécutifs d'augmentations de l'emploi.

Largement inférieure au type de gains que l'on pourrait espérer sur la base des modèles historiques, la croissance des salaires a légèrement augmenté en mars. Avec un gain de sept cents de l'heure pour ce mois-là, l'augmentation annuelle des revenus horaires moyens représente désormais 2,1%. Tout impact positif sur la consommation, cependant, a été absorbé par le léger déclin de la semaine de travail".

Oui, les chiffres de l'emploi étaient moches. Ils confirment les autres preuves qui arrivent par monts et par vaux, aussi bien de l'industrie que du commerce, des foyers sur terre et des navires en mer : ce n'est pas une reprise ordinaire. En fait, ce n'est pas une reprise du tout. Elle est étrange et artificielle, comme une patiente victime d'un mauvais chirurgien esthétique.

Sauf que dans le cas présent, les dommages n'ont rien d'un accident. Pas de

faux mouvement ou de dysfonctionnement technique n'ont produit cette horreur. Il s'agit simplement d'escrocs économiques exerçant un métier frauduleux.

Le Dow Jones a repris quelques points, de son côté. Cette modeste augmentation n'était ni le résultat d'investissements honnêtes ni une estimation sérieuse de l'avenir économique. Bloomberg l'attribue plutôt aux ruses de la Fed :

"Le président de la Fed de New York, William Dudley, a déclaré que le rythme des augmentations de taux sera probablement 'peu profond' lorsque la Fed commencera à resserrer. Il s'agit là des premiers commentaires de la part des principaux dirigeants de la Fed depuis que les chiffres gouvernementaux ont indiqué que l'emploi s'était moins développé que prévu en mars. Par le passé, les données signalant une prolongation des taux zéro étaient accueillies favorablement par les investisseurs boursiers américains ; aujourd'hui, cependant, les inquiétudes montent au sujet de la faiblesse économique et de son effet sur les perspectives de profits des entreprises".

Les épargnants n'obtiendront rien, en l'échange de leur persévérance et de leur discipline, pendant encore très très longtemps

Vous avez pigé ? Des augmentations de taux "peu profondes" ! Traduction : les épargnants n'obtiendront rien, en l'échange de leur persévérance et de leur discipline, pendant encore très très longtemps. Au lieu de ça, l'argent qui devrait leur revenir de droit sera transféré vers les riches... et

vers les joueurs et les spéculateurs... comme c'est le cas depuis six ans maintenant.

▪ **Silicone et intervention gouvernementale**

Revenons à M. El-Erian qui, ayant vu les traces de cette opération bâclée, semble en perdre la boule. Il demande à ce que les autorités "fassent quelque chose".

Comme si elles n'en avaient pas déjà assez fait ! Ce sont elles qui ont injecté le silicone du crédit, gonflant le Monstre de 2008. Ensuite, alors que les proches de la patiente rendaient tripes et boyaux dans la poubelle de la chambre d'hôpital, les autorités se sont remises au travail. Désormais,

l'économie est plus grotesque que jamais.

Et voici M. El-Erian, qui en demande plus :

"... combien plus l'économie américaine pourrait — et devrait — prospérer, n'étaient le dysfonctionnement politique à Washington et un Congrès 'tire-au-flanc' qui empêche des réformes structurelles exhaustives, des dépenses d'infrastructures et une politique budgétaire plus réactive".

Il n'est pas seul. L'un de nos bouchers préférés, Larry Summers, est dans le *Financial Times*, offrant de faire un lifting supplémentaire à l'économie mondiale dans son ensemble.

C'est M. Summers qui, en tant que secrétaire au Trésor US, a contribué à assembler le Frankenstein qui nous sert d'économie mondiale. Lui et ses collègues chirurgiens sont responsables de ses grosseurs disgracieuses et de sa forme inhumaine. Leurs milliers de milliards de dollars de crédit facile ont fui, formant des bourrelets un peu partout.

La Chine a-t-elle trop de capacité industrielle ? Le monde a-t-il un excès de pétrole ? Les gouvernements sont-ils trop endettés ? Et les entreprises ? Et les ménages ? Toutes les banques centrales de la planète ou presque n'ont-elles pas essayé de stimuler la demande avec du crédit bon marché... accumulant ainsi un fardeau de dette si lourd qu'il menace désormais l'économie mondiale tout entière ?

M. Summers agite son scalpel ; il a hâte de remettre la patiente sur la table

M. Summers agite son scalpel ; il a hâte de remettre la patiente sur la table. Selon lui, les Etats-Unis auraient dû donner plus d'argent au FMI, ce qui aurait "étayé la confiance dans l'économie

mondiale".

Selon lui, le problème actuel est que "les capitaux sont abondants, les pressions déflationnistes sont substantielles et la demande pourrait manquer pendant une longue période".

Le pauvre M. Summers ne sait pas faire la différence entre le capital et le crédit. C'est le capital — qu'on obtient en épargnant de l'argent et en l'investissant avec sagesse — qui est le vrai muscle d'une économie. Le crédit facile — ce que les charlatans injectent dans des tissus adipeux pour

tenter de rendre l'ensemble plus attrayant –, en revanche, est ce qui a transformé l'économie en monstre.

Hélas, en ne donnant pas plus d'argent au FMI, il se pourrait que "les Etats-Unis ne soient pas en position de modeler le système économique mondial", dit Summers.

Et ça, ce serait tellement dommage...

[Les mauvais chiffres de l'emploi US font grimper Wall Street... donc l'accord de paix de Lausanne fait grimper le pétrole ?](#)

08 avr 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ L'institut ADP (Automatic Data Processing, qui compile les créations d'emploi dans le secteur privé) nous avait préparé psychologiquement à un mois de mars plutôt médiocre en termes de créations d'emplois : +189 000 contre 212 000 en février, alors que le consensus du marché visait 230 à 250 000.

Pas de quoi s'inquiéter puisque les statisticiens d'ADP nous ont gratifiés d'une série de sous-évaluations allant de -50 000 à -80 000 depuis l'automne 2014. Cela donne un socle de 190 000 + 50 000 de bonus = un total de 240 000... pile au milieu de la fourchette.

L'économie américaine n'a généré que 126 000 emplois en mars

Si ADP avait "eu bon" au mois de mars, les mauvais esprits auraient argué qu'une horloge arrêtée donne l'heure juste deux fois par jour... Fort heureusement, ADP a une fois de plus tout faux puisque l'économie américaine n'a généré que 126 000 emplois en mars (63 000 de moins qu'attendu) selon les chiffres officiels du BLS (Board of Labor Survey).

Ceci représente une chute de 52% par rapport à février (après révision de -40 000), soit pratiquement -60% par rapport à l'estimation initiale de 295 000. Un montant de -169 000 par rapport au mois précédent... Je ne sais pas si je suis facilement impressionnable mais un tel écart en l'espace de quatre semaines (et demi) me plonge dans un abîme de perplexité.

▪ **Mais que se passe-t-il donc ?**

Je ne sais même plus quoi pianoter sur mon clavier lorsque le BLS nous

informe que malgré un marché de l'emploi qui connaît son pire recul depuis fin 2013, le taux de chômage reste stable à 5,5%.

L'explication réside dans le recul de 0,1 point de pourcentage de la population active (soit environ -100 000 personnes employables) à 62,7%. Cela pour cause de retraite anticipée, de défaut de formation adéquate, d'absence de véhicule personnel en bon état (pour s'affilier à Uber), de perte d'espoir dans la recherche d'emploi.

Alors que le QE de la Fed s'est éteint il y a à peine quatre mois (aussitôt relayé par celui de la BCE), le taux de participation au marché du travail US se retrouve au plus bas depuis plus de 30 ans.

En dépit du déferlement de 3 700 milliards de dollars de liquidités dont ont bénéficié les Etats-Unis depuis la crise de 2008, la situation de la population active n'a cessé de se dégrader depuis six ans... et en mars 2015, on touche le fond ! Loin de le déplorer, Wall Street s'en est fait une fête, ou tout du moins en a profité pour reprendre du terrain.

C'est Jan Hatzuis, stratège en chef de Goldman Sachs, qui avait raison dès mercredi dernier : les marchés n'ont plus à redouter de voir la Fed entamer un resserrement des conditions du crédit avant le mois de décembre prochain (probabilité de 57%), voire janvier 2016 (probabilité de 72%). C'est *open bar* et bol de punch à gogo (celui de la BoJ et de la BCE) au moins jusqu'en septembre et franchement, c'est tant mieux !

▪ Pas vraiment, non...

Non bien sûr, ce n'est pas tant mieux pour les demandeurs d'emplois et les dizaines de millions de citoyens américains qui n'ont plus accès au marché du travail... Mais pensez à ces quelques milliers de pauvres traders qui ont pris des leviers énormes sur les marchés dérivés et qui seraient obligés de couper leurs milliers de milliards de dollars de positions à terme si le "portage" (le coût du financement à crédit) venait soudain à augmenter.

Les encours de titres achetés à crédit représentent 360% de la capitalisation de Wall Street Les encours de titres achetés à crédit représentent 360% de la capitalisation de Wall Street. Pour les amoureux des analogies amusantes, c'est le même ratio qu'en septembre 1929 — mais cela reste toutefois inférieur aux 500% de mars 2000, qui demeurent insurpassables.

Les traders affichent dans le même temps un taux de confiance record de

84%, avec seulement 16% de prises de position contrariennes ; et encore, cela englobe les stratégies de couverture mises en place par les opérateurs les plus agressifs à la hausse.

En ce qui concerne le ratio capitalisation/PIB, Wall Street navigue également dans les hautes sphères, avec un score de 1,33 (ou 133% du PIB). A nouveau, il s'agit de niveaux historiquement très élevés et qui n'ont jamais été tenables plus de quelques mois. Mais ça, c'était avant !

Avant que les banques centrales fassent les prix de la quasi-totalité des actifs, avant que la Bank of Japan, après être devenue le seul acheteur des émissions du Trésor nippon, soit devenue également le premier acheteur au quotidien — et de très loin — à Tokyo.

▪ **Il y a plus intéressant sur les marchés, heureusement...**

Ce régime de prix administrés et qui montent d'autant plus que les nouvelles sont mauvaises n'est guère passionnant techniquement ou intellectuellement. Nous vous proposons donc depuis la dernière séance des "Quatre sorcières" du 20 mars de jeter régulièrement un oeil sur les matières premières.

Jouons franc jeu, ce compartiment ne va se réveiller par la grâce du seul tintement des cloches de Pâques puis ressortir cette semaine, ni la suivante, de sa tendance à la consolidation.

En revanche, il peut survenir de brusques accès de volatilité — à la hausse comme à la baisse —, au gré de l'actualité géopolitique... et des mouvements de 10% ou 15% sont parfaitement exploitables sur des marchés réglementés et très liquides comme le cuivre, l'aluminium ou le pétrole (Brent ou WTI).

Mieux vaut adopter une stratégie contrarienne, comme le démontre la séquence "porte de saloon" sur le marché pétrolier en réaction à l'accord d'étape sur la limitation du programme nucléaire iranien conclu à l'arrachée à Lausanne jeudi dernier.

Les spécialistes du pétrole anticipaient une levée rapide des sanctions. Laquelle aurait pu conduire à un retour à la normale des exportations iraniennes de pétrole dès la signature d'un accord définitif en juin prochain (d'ici là, certains protagonistes tenteront de faire échouer la levée des sanctions par tous les moyens).

L'Iran n'exportera pas un baril de plus avant l'été puisque les sanctions actuelles restent en place jusqu'au 30 juin Mais quelle que soit l'avancée des négociations et la bonne volonté de Téhéran, une reprise des exportations au

niveau antérieur (1,5 millions de barils par jour) n'interviendra pas avant 2016. L'Iran n'exportera pas un baril de plus avant l'été puisque les sanctions actuelles restent en place jusqu'au 30 juin.

▪ La géopolitique reprend sa place

J'évoquais des stratégies contrariennes puisque beaucoup d'opérateurs se préparaient à devoir gérer une surabondance imminente de pétrole (lequel a rechuté vers 48 \$ à New York jeudi soir). Cependant, la perception de la situation s'est complètement retournée durant le week-end, provoquant une envolée de 6% du WTI sur le NYMEX.

Il n'est pas impossible que les opérations de la coalition sunnite (Arabie Saoudite/Emirats/Qatar) se poursuivent au Yémen alors que les rebelles chiites marquent des points stratégiques au sol et dans la capitale, malgré les frappes aériennes dont leurs bastions ont fait l'objet depuis une semaine.

Qui sait quelle tournure pourraient prendre les événements si l'Arabie Saoudite venait à lancer une opération terrestre au Yémen. En effet, il ne s'agit pas que d'une guerre religieuse (sunnites contre chiites) mais d'un affrontement indirect entre les deux grandes puissances pétrolières régionales que sont l'Iran et l'Arabie Saoudite... avec l'Irak — et son or noir bon marché — comme enjeu principal.

En cas d'accalmie durable au Yémen (si le gouvernement légal reprend le contrôle du pays ou conclut un accord avec les rebelles), les cours du pétrole pourraient rechuter sous les 45 \$ et même aller tester de nouveaux plus bas annuels, en-deçà des 40 \$.

En cas d'embrasement régional, ce qui semble peu probable, il existe une possibilité de voir le WTI grimper de 10% supplémentaires vers 57 \$. C'est seulement au-delà de ce seuil que le rebond du baril pourrait prendre une tournure "parabolique".

D'ici là, il semble plus pertinent de vendre les rebonds, comme par exemple les 5 \$ repris depuis jeudi dernier. Les chiffres de l'emploi US ont affaibli temporairement le dollar, ce qui contribue à faire grimper symétriquement le baril... mais le ralentissement de l'activité aux Etats-Unis sur fond de surproduction durable de pétrole de schiste devrait continuer de tirer les cours à la baisse.

Etats-Unis: Chiffres du chômage, mensonge d'état en 10 points !

BusinessBourse, par [tiger54](#) » Publié le 07 Avr 2015 23:45 /

Le mois dernier, nous avons appris que le «taux de chômage » officiel était tombé à 5,5 %.

Depuis que ce taux de chômage de 5,5 % est considéré comme un retour au « plein emploi » par de nombreux économistes, beaucoup de médias traditionnels ont pris cela comme un signal positif selon lequel l'économie américaine aurait presque entièrement "retrouvé" son niveau d'avant récession. En fait, selon le Wall Street Journal, certains responsables de la Réserve fédérale estiment que « l'économie américaine est déjà revenu au plein emploi ».

Mais comment est-ce possible ? Cela ne colle certainement pas avec la réalité. Personnellement, je connais des gens qui ont été aux prises avec le chômage depuis des années et qui n'arrivent toujours pas trouver un emploi décent. Et je reçois des courriels de lecteurs tout le temps qui dépriment parce qu'ils souffrent de périodes de chômage prolongées.

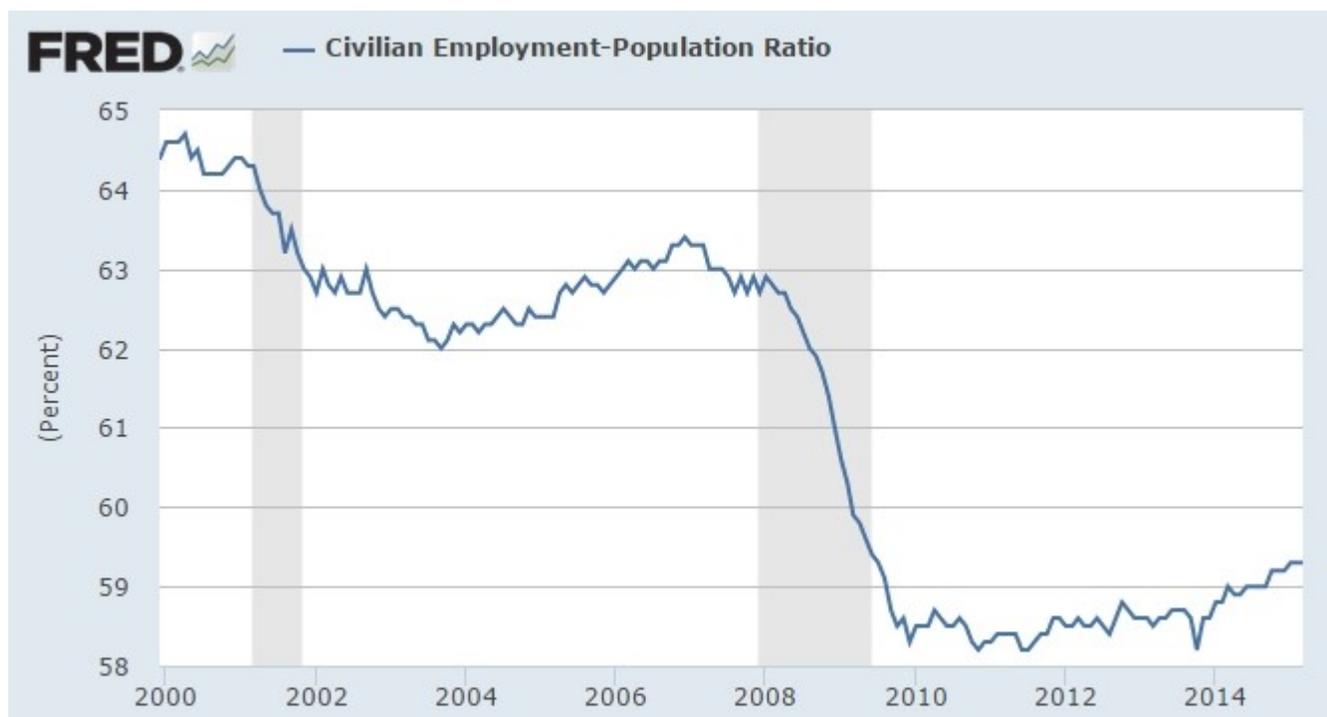
Mais alors que se passe-t-il ? Comment le gouvernement peut-il dire que nous sommes presque au «plein emploi» alors que tant de gens ne peuvent pas trouver du travail ? Serait-il possible que les chiffres du gouvernement soient mensongers ?

Ma conviction est que le «taux de chômage» officiel est devenu tellement politisé et manipulé qu'il est à ce niveau dépourvu de sens.

Voici les 10 raisons ...

1- Depuis Février 2008, la population des États-Unis a augmenté de 16,8 millions de personnes, mais le nombre d'emplois à temps plein a effectivement diminué de 140 000.

2 - Le pourcentage d'américains qui sont en âge de travailler et qui ont un emploi à l'heure est environ le même de ce qu'il était lors la dernière récession. Posté ci-dessous, un tableau qui montre comment le ratio emploi-population a changé depuis le début de la décennie. Est-ce que cela ressemble à une "reprise de l'emploi" pour vous ? ...



3 - La principale raison de la baisse officielle du «taux de chômage» est le fait que le gouvernement considère maintenant des millions et des millions de chômeurs long terme "ne faisant plus partie de la force de travail". Il suffit de vérifier les chiffres suivants ...

Le nombre d'américains faisant partie de la population active a décliné au cours des dernières années. Près de 33 % des américains de plus de 16 ans ne font pas partie de la population active, le nombre le plus élevé depuis 1978. Le rapport du Bureau of Labor Statistics (BLS) publié récemment a trouvé 92.898.000 d'américains ayant un âge supérieur à 16 ans et ne

faisant pas partie de la population active du pays au mois de février 2015.

Lorsque le président Obama a pris le pouvoir en Janvier 2009, près de 80.529.000 d'américains ne faisaient pas partie de la population active. Ce chiffre a augmenté de près de 12 millions au cours de ces 5 dernières années.

4 - Au cours des deux dernières années, le taux de participation au marché du travail dans ce pays s'est maintenu en vol stationnaire près de leurs creux multi décennales...

Le taux de participation au marché du travail oscillait entre 62,9 % et 62,7 % sur onze mois, d'Avril 2014 à Février 2015, et est resté autour de 62,9 % sur 13 des 17 mois depuis Octobre 2013.

Avant cela, la dernière fois que le taux avait été inférieur à 63 %, c'était il y a 37 ans, en mars 1978, quand il était de 62,8 %, le même taux que celui de février dernier.

5 - Lorsque vous ajoutez le nombre d'américains "officiellement au chômage" (8,7 millions) au nombre d'américains "ne faisant pas partie de la population active" (92,9 millions), vous obtenez un total d'américains de 101,6 millions en âge de travailler qui n'ont pas de travail actuellement.

Est-ce cela le «plein emploi» pour vous ?

6 - La qualité des emplois continue de chuter. Actuellement, seulement 44 % des américains en âge de travailler sont employés pendant 30 heures ou plus par semaine.

7 - Des millions et des millions d'américains ont été contraints d'accepter des

emplois à temps partiel parce que c'est tout ce qu'ils peuvent trouver, et les salaires des travailleurs américains sont à des niveaux désespérément bas. Les chiffres suivants viennent directement de la Social Security Administration ...

-39 % des travailleurs américains gagnent moins de 20.000 dollars par an.

-52 % des travailleurs américains gagnent moins de 30.000 dollars par an.

-63 % des travailleurs américains gagnent moins de 40.000 dollars par an.

-72 % des travailleurs américains gagnent moins de 50.000 dollars par an.

8 - La durée moyenne du chômage pour un chômeur est encore deux fois plus longue que juste avant la dernière récession.

9 - La plupart des américains sentent comme si l'administration Obama n'avait rien ou peu fait pour aider la classe moyenne. Il suffit de prendre en compte les chiffres des sondages postés ci-dessous ...

Selon un nouveau sondage réalisé par le Pew Research Center, les Américains voient les politiques gouvernementales sous l'administration Obama comme ayant principalement bénéficié aux gens riches, les grandes entreprises et les institutions financières.

62 % des sondés ont dit des politiques gouvernementales qu'elles ont fait peu ou rien pour aider la classe moyenne, et 65 % ont répondu qu'ils n'ont rien fait pour aider les pauvres. Soixante-huit % ont répondu que les politiques n'ont rien fait pour aider les petites entreprises.

En revanche, 45 % ont répondu que les politiques ont fait "beaucoup" pour aider les grandes banques et institutions financières, 38 % disent qu'ils ont aidé les grandes sociétés, et 36 % disent qu'ils ont aidé les riches.

10 - Si le taux de chômage avait été calculé honnêtement, nous serions tous en train de parler d'une terrible «crise du chômage" que nous subirions

actuellement. Selon John Williams, de shadowstats.com, le taux de chômage réel aux États-Unis en ce moment est au-dessus de **23 %**.

Nos politiciens et médias traditionnels tentent de nous convaincre que tout va bien. Mais ce qu'ils nous disent ne correspond tout simplement pas à la dure réalité de la rue.

« USA, croissance 0,1 %... Bientôt la récession ! »

Charles Sannat 8 avril 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il est très important d'essayer de se forger une opinion aussi juste que possible de la réalité de la croissance américaine que l'on cherche à nous vendre presque avec désespoir.

Mon point de vue est que malgré les milliards de milliards de dollars qui ont été créés et déversés dans l'économie américaine, la reprise économique n'a pas été au rendez-vous. Certes cela a permis d'empêcher provisoirement une immense dépression dont l'ampleur aurait été égale au moins à celle de 1929 si ce n'est pire, mais point de relance véritable. Point de reprise économique durable. Point de croissance saine et auto-entretenu autrement que par une accumulation de nouvelles dettes, ou de nouvelles bulles spéculatives.

L'augmentation du dollar est équivalente à une énorme augmentation des taux d'intérêt et va freiner l'expansion économique.

Retenez ceci. Dans les 9 derniers mois, le dollar s'est apprécié de 25 % ! Rien de moins. Il est bien sûr plus que difficile pour les entreprises d'augmenter leur productivité de 25 % en 9 mois pour maintenir leurs parts de marché à l'étranger. Conclusion ? Le made in America devient 25 % plus cher. Logiquement le made in China, lui, est devenu mécaniquement 25 % moins cher ainsi évidemment que le made in Europa.

Il n'y a pas là de quoi anticiper une croissance très forte aux États-Unis pour 2015. D'ailleurs, la FED d'Atlanta – qui est l'une des banques centrales régionales comme la FED de Saint-Louis par exemple et dont les chiffres ou les prévisions sont bien plus justes que ce que l'on vous raconte par ailleurs, sachez que les vrais chiffres existent, il suffit juste de savoir où aller les chercher – ne s'y trompe pas.

Une prévision de croissance de 0,1 % !

Vous trouverez ci-dessous le texte exact de la FED d'Atlanta que je vous laisse volontiers lire pour nos camarades comprenant l'anglais. Pour tous les autres, ce texte peut se résumer de la façon suivante.

Le modèle de prévision de croissance du PIB fait apparaître une prévision de croissance annualisée du PIB américain de... 0,1 % !

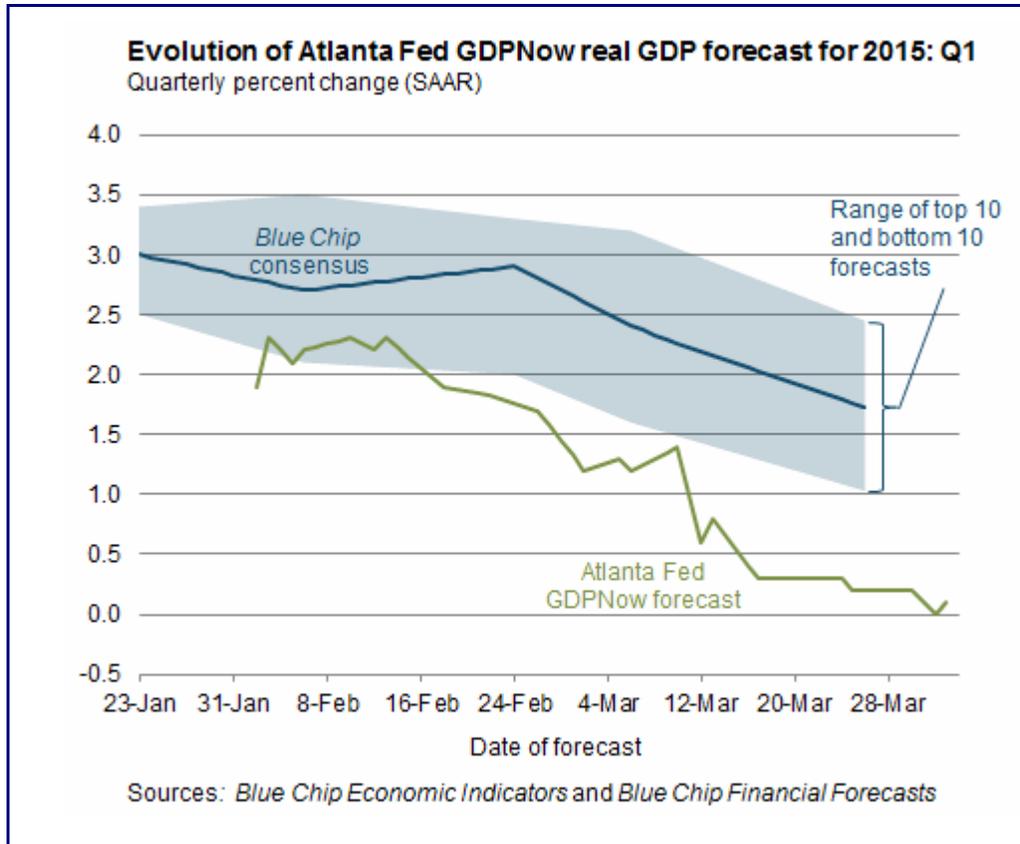
Mazette, pour de la croissance et de la reprise forte, vous en conviendrez, il vaut mieux repasser !!

Vous avez même un beau graphique qui vous montre comment les prévisions sont orientées d'ailleurs à la baisse depuis quelques mois et que ce n'est donc évidemment pas une surprise.

Pourtant, invariablement, lorsque j'explique cela, on me fait passer pour un abruti en concluant par un lapidaire et indiscutable « mais non, voyons, la croissance aux USA est bien là ! Vous ne pouvez pas dire le contraire »... Eh bien si !

« Latest forecast. The GDPNow model forecast for real GDP growth (seasonally adjusted annual rate) in the first quarter of 2015 was 0.1 percent on April 2, up from 0.0 percent on April 1. Following this morning's international trade release from the U.S. Census Bureau, the nowcast for the

change in real net exports in 2009 dollars increased from -40 billion to -33 billion. The nowcast for real equipment investment growth declined from 7.5 percent to 6.1 percent following the international trade report and the Census Bureau's M3 manufacturing report ».



[Source Federal Reserve Atlanta ici](#)

Oui mais aux États-Unis, le chômage baisse...

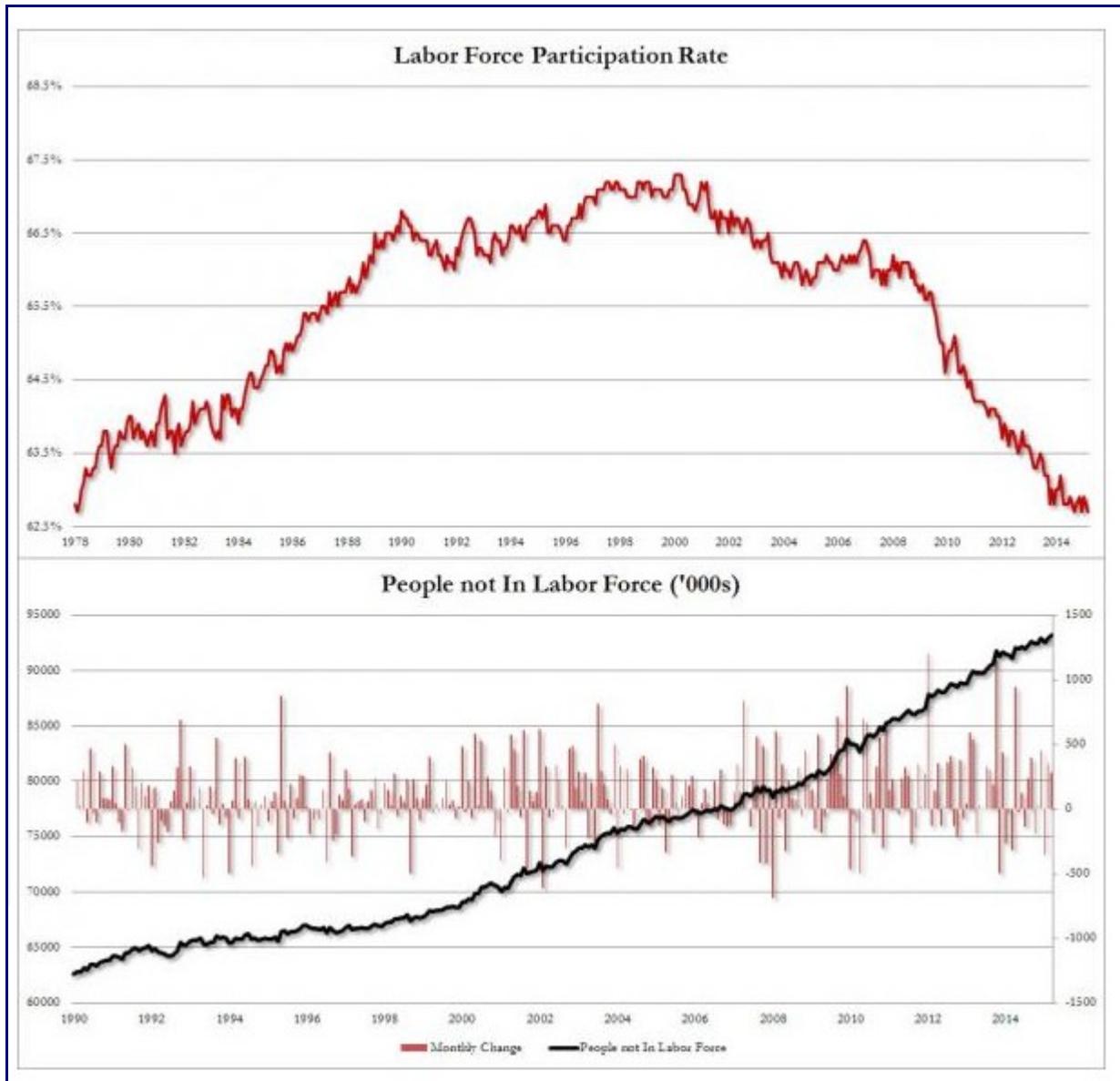
Et même que c'est pour ça qu'il faut « absolument » flexibiliser encore plus le marché du travail qui est « trop rigide » comme chacun sait... Il n'y a pas « d'alternative » ! Sauf que tout cela est bidon !

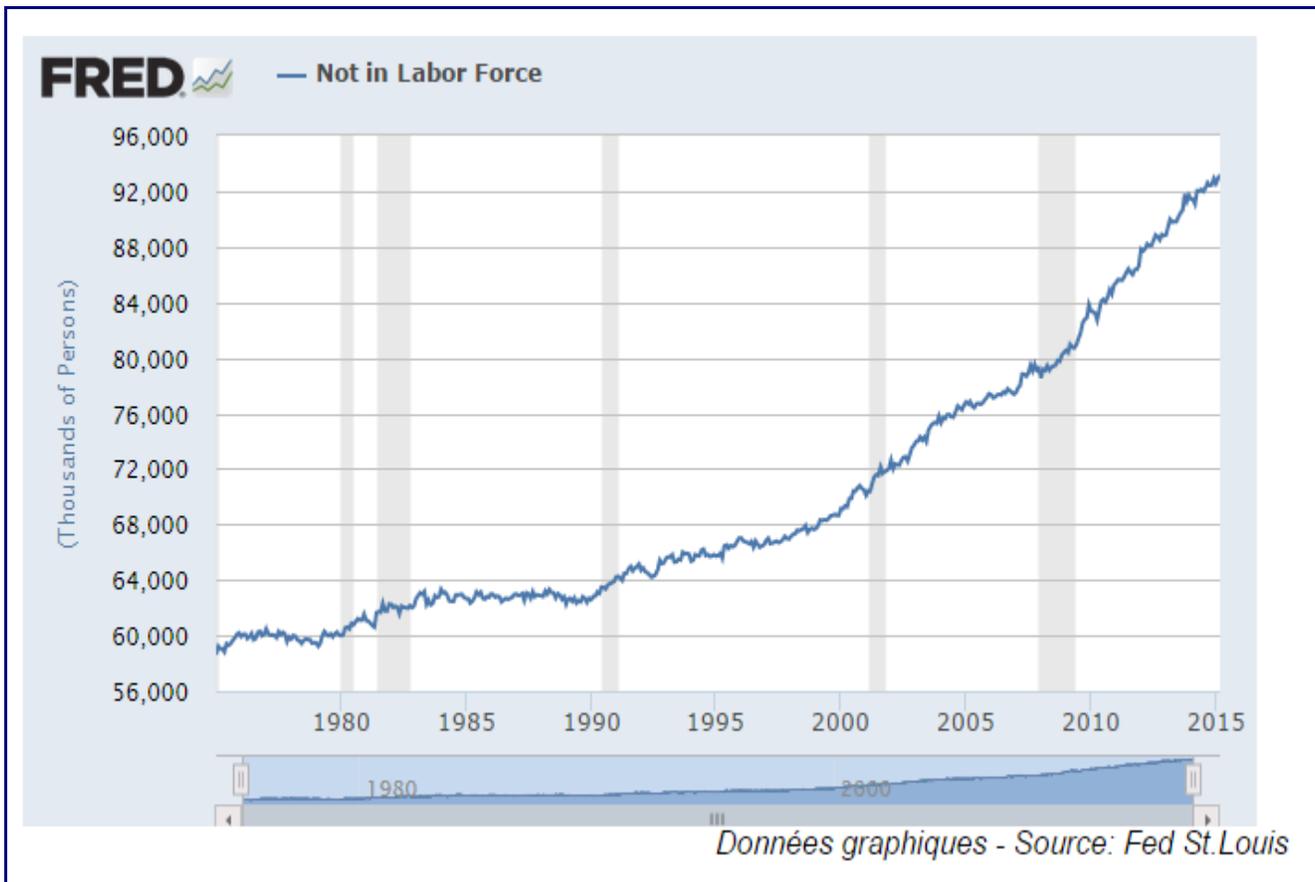
Bidon comme la réalité fantasmée de la reprise US. Certes le nombre de bénéficiaires des *food stamps* (le programme d'aide alimentaire pour les plus pauvres) n'augmente plus, voire même baisse enfin très légèrement, mais se maintient très largement au-dessus des 45 millions, ce qui est colossal et matérialise une misère devenue la norme.

Mais au-delà, lorsque vous creusez les chiffres du chômage, ils sont très mauvais. Mauvais car les boulots créés sont de très mauvaise qualité (temps partiel et mal payés), mais là n'est pas l'essentiel, car l'essentiel se cache

dans ce que l'on appelle « le taux de participation à la population active ».

Comme vous pourrez le voir sur ces graphiques, jamais depuis 1978, la population active n'a été aussi faible aux États-Unis. La raison est simple. Les gens par millions, ici nous parlons tout de même de 93 millions d'Américains, savent qu'ils sont tout simplement exclus et définitivement du monde du travail. Pour faire baisser le nombre de chômeurs, il suffit de faire disparaître de la population active tous ceux qui cherchent du travail...





[Source ici](#)

Vers une nouvelle récession aux USA

Vous l'aurez compris, tous les indicateurs économiques sont au rouge. Si les USA connaissent une nouvelle récession, alors il est fort possible, compte tenu des niveaux d'endettement jamais atteints et de l'accumulation des bulles financières, que tout cela se transforme en une crise immense d'une gravité sans doute supérieure à celle dite des « subprimes » qui pourtant n'est toujours pas finie.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Offre de Vivendi sur Dailymotion, dette grecque : tout ce qu'il faut savoir \(VIDÉO\)](#)

Comme chaque mardi, j'étais l'invité d'Ecorama.

Quelle est la logique derrière l'offre de Vivendi sur Dailymotion ? La promesse de remboursement du FMI par Athènes à la date prévue marque-t-elle un début de résolution de la crise de la dette grecque ? Écorama du 7

avril, présenté par David Jacquot, sur Boursorama.com.



Charles SANNAT

[Voir ou revoir la vidéo ici directement sur le site de Boursorama.com](#)

Les élections sont passées... Vivarte (La Halle, André) : 1 600 suppressions de postes annoncées

Eh oui mes amis, comme prévu, une fois les élections passées, les entreprises peuvent à nouveau reprendre tranquillement leur processus de licenciements massifs. On vous expliquera quand même qu'il faut flexibiliser plus le marché du travail français alors qu'il n'y a vraiment pas de travail.

Ainsi, selon cette dépêche de l'AFP, « la direction du groupe Vivarte (enseignes La Halle, André, Kookaï...), qui emploie plus de 17 000 salariés en France, a annoncé mardi la suppression de 1 600 postes, essentiellement dans ses magasins La Halle aux Vêtements, ont indiqué des sources syndicales ».

Et comme pour la pub SFR, je peux vous assurer que « c'est pas fini »...

Charles SANNAT

[Source AFP via Boursorama ici](#)

La Chine devrait créer une banque du logement afin d'aider le marché de l'immobilier

Tiens, encore une information qui montre bien à quel point la croissance en Chine est beaucoup plus délicate et moins forte que ce l'on veut bien croire ou penser.

Là-bas, comme chez nous, le secteur du logement est un secteur fondamental aussi bien pour la croissance économique que pour le niveau d'emploi.

Charles SANNAT

BEIJING, 6 avril (Xinhua) – La Chine devrait créer une banque nationale du logement pour optimiser l'utilisation du fonds chinois de prévoyance du logement et stimuler le marché de l'immobilier en recul, a-t-on appris de responsables du fonds.

Le moment est venu pour la Chine de créer une institution financière pour le logement basée sur une politique, ou une banque nationale du logement, pour promouvoir la demande immobilière dans le but de stabiliser la croissance économique, a déclaré Zhang Qiguang, directeur du département de contrôle du fonds de prévoyance du logement, dépendant du ministère chinois du Logement et de la Construction urbaine et rurale.

Le secteur de l'immobilier est encore l'une des principales forces motrices pour stimuler la deuxième plus grande économie mondiale, et la brusque contraction du marché pourrait provoquer des risques liés à la surcapacité, au défaut de paiement, ainsi qu'au secteur bancaire parallèle, a écrit M. Zhang, dans le journal *The Economic Observer* paru dimanche.

Il a indiqué que le marché de l'immobilier chinois avait connu des changements structurels.

Certaines villes possèdent des stocks de logements excédentaires, alors que dans certaines villes, les demandes pour un logement de meilleure qualité et les déplacements des habitants ruraux vers les zones urbaines sont en augmentation. Le logement n'est donc plus le premier choix d'investissement pour de nombreuses familles et les banques à court de liquidité surveillent étroitement les taux d'intérêt des prêts.

L'article a également proposé d'intégrer des régulateurs locaux du fonds chinois de prévoyance du logement à une banque immobilière nationale, afin de proposer des prêts immobiliers à taux d'intérêt réduits pour aider les familles à bas et moyens revenus souhaitant acheter un logement.

Cela permettra de réduire la charge financière des banques commerciales et de faciliter la libéralisation du taux d'intérêt, selon l'article.

Le monde magique des taux d'intérêt négatifs

Posté le 8 avril 2015 par Bruno Colmant

Il faut désormais penser l'impensable : nous entrons dans une période de taux d'intérêt négatifs. Cette ahurissante situation a été amorcée l'an passé, lorsque la BCE a appliqué des taux d'intérêt négatifs sur les dépôts qui lui étaient confiés. Un taux de dépôt négatif revient à faire payer les banques privées pour placer leurs liquidités auprès de la BCE. Tout se passe comme si cette dernière protégeait tellement ces dépôts qu'il faudrait payer cette garantie au-delà de la rémunération de l'argent. La BCE pousse donc indirectement les banques à prêter leurs liquidités excédentaires aux Etats ou à des débiteurs privés. Cette posture signale aux marchés financiers que la cohésion de l'euro et l'intervention de la Banque centrale ne seront pas contrariées par des seuils symboliques.

Cette réalité relève de la répression financière et d'une situation déflationniste. La répression financière est un contexte caractérisé par des taux maintenus artificiellement bas afin d'alléger le poids de la charge de la dette publique. La récession exerce aussi une pression sur les taux d'intérêt : les besoins d'investissement étant faibles, la quantité de monnaie empruntée chute en dévalorisant son prix, c'est-à-dire le taux d'intérêt. L'économie est stagnante et ses circuits monétaires sont grippés. Elle est empêtrée dans un "piège de la liquidité" qui caractérise les périodes pendant lesquelles la consommation et l'investissement sont indifférents à l'offre de monnaie et à des taux d'intérêt minuscules.

Depuis quelques semaines, les taux négatifs se généralisent à de nombreuses dettes souveraines. La BCE a, en effet, lancé un gigantesque programme d'assouplissement quantitatif, qui consiste à escompter, c'est-à-dire à émettre de la monnaie, en contrepartie d'obligations souveraines qu'elle acquière auprès des institutions financières. Cette démarche de la BCE entraîne une augmentation du prix de ces obligations souveraines, qu'elle doit "surpayer", entraînant mécaniquement une chute des taux d'intérêt. Aujourd'hui, près de 20 % des dettes souveraines, soit près de 2.000 milliards d'euros sur un total approximatif de 7.500 milliards, présentent un taux d'intérêt négatif. C'est un changement majeur de politique monétaire : alors que la BCE poussait les banques privées à ne pas effectuer de dépôts auprès d'elle-même mais à les prêter à l'économie réelle, cette même BCE rachète désormais ces mêmes

prêts en créant de la monnaie.

S'ils étaient transposés à l'ensemble de l'économie, des taux d'intérêt négatifs stimuleraient l'emprunt et la consommation décourageraient l'épargne, puisqu'un dépôt d'argent est pénalisé. En imposant des taux d'intérêt négatifs, c'est comme si on imposait, à l'instar de l'inflation, une perte de pouvoir d'achat à la monnaie. Un taux d'intérêt négatif est une inflation imposée destinée à stimuler...l'inflation.

Au reste, des taux d'intérêt négatifs correspondent à une situation étrange. En effet, le taux d'intérêt est le prix du temps, puisqu'il s'agit d'appliquer à un segment de temps (un jour, un mois, un an, ...) un pourcentage de valeur conventionnel. L'intérêt représente donc le prix de la dépossession du temps. Le taux d'intérêt rend mécaniquement l'avenir "nominalement" plus cher : dans un contexte de taux d'intérêt de 1 %, il est équivalent de posséder 1.000 € aujourd'hui ou 1.010 € dans un an. Lorsque le taux d'intérêt devient nul, l'avenir se rapproche, puisque le passage du temps n'est plus récompensé par l'intérêt. Le temps devient progressivement une variable faible jusqu'à juxtaposer l'expression monétaire du futur à celle d'aujourd'hui.

Mais lorsque le taux d'intérêt devient négatif, c'est comme si le temps devenait lui-même négatif. Tout se passe comme si la capitalisation des sommes dans le futur les dégénérait vers le passé : supposons (en arrondissant les chiffres) tout d'abord qu'un taux d'intérêt positif de 1 % s'applique, en considérant un placement de 1.000 €. Après un an, ce placement vaut 1.010 €. Après deux ans, ce même placement, à nouveau capitalisé à 1 %, vaut 1.020,1 €. Imaginons, au terme de ces deux ans, qu'un taux négatif de -1 % s'applique. Le montant de 1.020,1 €, placé au taux négatif de -1 %, devient 1.010 € au terme de la troisième année et 1.000 € au terme de la quatrième année. On le voit : le taux d'intérêt négatif fait repénétrer les sommes dans le passé en leur redonnant leur valeur d'origine.

Cette situation ne présente pas que des avantages : l'endettement des Etats est conforté par des taux faibles, voire négatifs. Les taux ne disciplinent plus les Etats qui peuvent consolider leur endettement à coût réduit. Ils incitent aussi l'investisseur à prendre des risques additionnels tout en contribuant à la formation de bulles d'actifs, c'est-à-dire à une inflation des actions et de l'immobilier. Au Danemark, des taux hypothécaires négatifs entraînent une flambée des prix de l'immobilier.

Les institutions financières qui tirent leur substance de la transformation d'échéances (banques, compagnies d'assurance-vie) sont, quant à elles, confrontées à une inversion de la chaîne de création de valeur. Les banques, par exemple, possèdent des placements qui sont traditionnellement de plus longue échéance que leurs passifs, c'est-à-dire les dépôts qui leur sont confiés. Une baisse des taux d'intérêt a, tout d'abord, un effet favorable sur le bilan au travers de plus-values latentes, mais cet avantage se dissout dans le temps. Des taux d'intérêt trop bas entraînent alors un reflux de la rentabilité, comme une pompe qui refoule. Les institutions financières sont, en effet, écartelées entre rendements trop faibles sur leurs actifs et les demandes incompressibles de rémunérations de leurs propres clients. En outre, au lieu de bénéficier d'une marge de transformation d'échéance des dépôts vers les placements des banques, ces dernières doivent absorber des coûts opérationnels qui excèdent cette même marge. Cette pression est d'autant plus violente que la baisse des taux d'intérêt est forte.

En conclusion, avec des taux d'intérêt négatifs, nous entrons dans un nouveau monde inconnu. Les circuits bancaires étant actuellement trop visqueux pour traduire la création de monnaie en inflation, c'est la baisse autoritaire des taux monétaires qui s'y substitue temporairement. Le problème, c'est qu'un dépôt bancaire perd sa valeur dans un tel contexte déflationniste tandis que de l'argent liquide conserve sa valeur nominale... sauf que les manipulations d'argent liquide deviennent de plus en plus limitées. Au reste, si les taux devenaient structurellement négatifs sur une longue période, on pourrait imaginer qu'un contrôle public des mouvements en espèces soit opéré. Ce serait une sorte de confiscation de l'épargne qui devrait être maintenue sur des comptes. Est-ce un scénario de science-fiction ? Je l'espère. Mais l'histoire rappelle que l'Etat exerce toujours l'autorité monétaire ultime.

Et finalement, la difficulté n'est pas d'entrer en territoire de taux d'intérêt négatifs, mais de s'en extraire. Au moment d'une brusque remontée des taux, il y a un risque de contraction sévère de l'économie. C'est pour cette raison que je subodore que les taux d'intérêt négatifs ne soit qu'une modalité transitoire. Ils engageraient l'économie dans une déperdition de la valeur de la monnaie avant que l'inflation ne se substitue, à un certain moment, à la négativité des taux d'intérêt.

La grande idée fausse au cœur de la théorie monétaire moderne



Jesse
Le Café Américain

Publié le 08 avril 2015

Comme toutes les autres idées fausses, la théorie monétaire moderne repose sur des faits réels, mais semble aussi être attachée à des suppositions qui sont liées bien plus à une croyance qu'à une expérience historique ou encore pratique. Elle relève donc autant d'un culte que d'une théorie économique.

Ce que j'écris ici est lourd de sens. La théorie monétaire moderne peut devenir un culte, parce qu'elle est une question de croyants et de non-croyants, de ceux qui acceptent d'avaler le filtre, et de ceux qui ne le peuvent pas. Et ceux qui ne le peuvent pas doivent être ignorés, parce que leurs arguments ne peuvent être défendus de manière rationnelle. Bien que ce puisse être utile en matière de religion, qui porte au-delà des limites de la raison, il n'en va pas de même pour une question aussi pratique que le fonctionnement d'un système monétaire.

Voici un extrait du [récent article d'Yves Smith au sujet de la théorie monétaire moderne](#) :

« Le gouvernement souverain ne peut devenir insolvable en sa propre devise ; il pourra toujours rembourser ce qu'il doit grâce à sa propre devise, parce qu'il en est l'émetteur, et pas simplement l'utilisateur (contrairement aux ménages et aux entreprises privées).

« Cette capacité d'émission monétaire est ce qui permet aux gouvernements de ne pas faire face aux mêmes contraintes que les utilisateurs monétaires du secteur privé, ce qui met en lumière l'idée fausse qu'est l'analogie des ménages, tant aimée des discours économiques populaires. »

Les finances d'un souverain ne ressemblent en rien à celles d'un ménage. Et ceux d'une banque non plus.

D'une certaine manière, elles peuvent être l'opposée des finances d'un ménage. Par exemple, lorsqu'un ménage décide de réduire ses dépenses suite à un choc économique, le gouvernement peut augmenter ses propres

dépenses pour rétablir une situation d'équilibre. Certains pensent que le rôle du gouvernement est de maintenir l'économie hors de ce qu'on appelle la trappe de la liquidité qui, ainsi que je le comprends, est une série de réductions qui exacerbent toujours plus le problème de la baisse de la demande.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons un gouvernement. Pour faire ce que les individus ne peuvent achever eux-mêmes, peu importe combien ils se pensent puissants, et pour protéger les droits de ceux qui sont plus puissants encore, à l'échelle domestique comme internationale.

Mais voici où se trouve l'objet de la discorde, le passage entre guillemets étant le leur, celui en italique le mien : « un gouvernement souverain *ne peut pas* devenir insolvable en sa propre devise ; il pourra toujours rembourser ce qu'il doit grâce à sa propre devise, puisqu'il en est l'émetteur, et pas simplement l'utilisateur ».

Comprenez-vous ce que cela implique ?

Ce qu'il manque ici, c'est l'idée que les utilisateurs d'une monnaie, que nous appellerons le « marché », sont capables de et ont déjà au travers de l'Histoire remis en question la valeur d'une devise, au point qu'elle finisse parfois par ne plus rien valoir, en conséquence de certaines actions prises par l'Etat souverain qui en est l'émetteur.

Voilà qui nous amène à quelque chose qu'j'ai réalisé il y a quelques temps déjà. La limite pratique à la capacité d'un souverain d'émettre de la monnaie est la volonté du marché de l'accepter à une certaine valeur. C'est une règle qui s'applique à n'importe quel gouvernement souverain, notamment aux plus faibles.

Si la Russie prenait par exemple la décision de commencer à imprimer davantage de roubles et se fixait un objectif de valeur, elle pourrait mettre son projet en œuvre à l'échelle interne. De nombreux Etats souverains en ont fait de même au travers de l'Histoire. Je me souviens avoir visité Moscou peu de temps après l'éclatement de l'Union soviétique et avoir été épaté par l'écart entre les valeurs officielles et les actions des gens ordinaires à la recherche d'alternatives comme le dollar, l'or, les diamants ou même encore le papier toilette occidental, bien plus utile en tant que papier que le rouble.

En théorie, la Russie ne pouvait pas devenir insolvable en termes de roubles,

parce qu'il lui était possible d'en imprimer davantage pour rembourser sa dette, acheter ce dont elle avait besoin et verser les salaires de ses fonctionnaires. Le seul problème, c'est que la Russie avait à maintenir un certain contrôle pour que ce principe puisse être applicable.

C'est ce qui rend la théorie monétaire moderne étatique et dangereuse. Elle est un principe qui ne peut fonctionner que lorsque l'Etat exerce un contrôle total sur l'évaluation de sa devise.

Dans le cas du dollar en tant que devise de réserve globale, si cette théorie était appliquée, et l'une de mes plus grandes craintes est qu'elle le soit un jour, il faudrait que le cartel du dollar étende davantage son contrôle sur le monde de la production et de la consommation.

Je suis désolé d'avoir à tomber en désaccord avec des personnes que j'aime beaucoup lire, mais comme vous pouvez le voir, il existe ici un point de discorde majeur. Et compte tenu du nombre de nations souveraines qui ont fait défaut, affectant ainsi leur peuple et les vies de beaucoup d'autres, ce n'est pas un détail sans importance.

Je suppose que la théorie monétaire moderne voit juste sur certains points, puisque c'est souvent ainsi que les choses fonctionnent, mais il y a exception dans l'idée que le pouvoir de l'Etat de fixer la valeur de sa devise puisse être sans limite - ce qui est impliqué par la théorie qu'un souverain ne puisse faire défaut en sa propre devise. D'un point de vue théorique, il ne le peut pas parce qu'il lui est toujours possible d'imprimer plus qu'assez pour rembourser sa dette et dépenser davantage. Mais dans la pratique, il peut aussi créer de la monnaie au point de briser la confiance des marchés et de les pousser à remettre en question sa valeur. Et c'est exactement là ce que nous appelons un défaut.

Que se passe-t-il lorsqu'un peuple refuse d'accepter une devise à sa valeur officielle ? Qu'arrive-t-il à ceux qui ne pensent pas que l'Etat ne puisse pas faire le mal ? Parce que si l'Etat ne peut jamais avoir tort en matière de création et de dépenses monétaires, il devient un problème et la source de grands malheurs potentiels.

A en croire les exemples historiques, les gouvernements ont toujours recours à la force, aux taux de change officiels et à d'autres actions draconiennes à l'encontre de leurs nations voisines qui refusent de se soumettre à

l'évaluation de leur devise par diktat officiel.

C'est une idée dangereuse qui peut être laissée de côté par la simple réalisation du fait qu'il existe des limites pratiques au pouvoir de l'Etat. Et si les défenseurs d'une croyance ne peuvent tomber d'accord avec ce point, tous les autres aspects d'une théorie basée sur un principe aprioriste aussi absurde que celui-ci se trouvent aussi remis en question.

Il en a été de même avec la théorie de l'efficacité des marchés, qui s'imaginait que ceux qui agissent au sein d'un groupe sont naturellement bons et rationnels, ce qui est une idée on ne peut plus erronée aux yeux de ceux qui sont familiers avec la réalité du marché ou ont déjà pris le volant sur l'autoroute. Au sein d'un groupe, les gens ne sont pas naturellement bons et rationnels. Parmi eux, une minorité persistante est toujours aussi peu déterminée à faire le bien qu'elle est sociopathe ou déterminée à être criminelle.

Les Etats ne sont pas non plus naturellement bons et rationnels. Mais c'est ce qui est sous-entendu par la création d'un système qui permet au développement d'un pouvoir au-delà de toute remise en question, en particulier pour ce qui concerne les moyens d'échange et la valeur.

[Ce que la Grèce peut apprendre de Chypre](#)

par Mylène Vandecasteele · 08 avr. 2015 [Express.be](#)

Plus de deux ans après la plus grande crise financière de l'histoire de Chypre, [le gouvernement chypriote a levé tous les contrôles de capitaux. Athènes peut aussi beaucoup apprendre de Nicosie, écrit le journal économique grec](#)

[Imerisia](#) :

« Deux ans après le mémorandum d'austérité et l'introduction des contrôles sur les mouvements de capitaux, Chypre vient de franchir la plus grande étape vers le retour à la normale. Les dépôts sont stabilisés, et hier, le dernier des contrôles de capitaux est arrivé à expiration. Cinq ans après son premier mémorandum d'austérité, la Grèce est toujours engluée dans l'incertitude et elle négocie encore pour obtenir les aides financières et les tranches de prêt qui n'ont pas été versées en 2014. L'économie grecque est toujours au bord d'une récession durable et elle manque de liquidités. Et par-dessus le marché, les dépôts bancaires fondent rapidement ».

Canada: économie, le premier trimestre sera «atroce», avertit Stephen Poloz

Source: lesaffaires.com 31 mars 2015

Le grand patron de la Banque du Canada, Stephen Poloz, a averti en entrevue au Financial Times que la dégringolade des prix du pétrole a un effet «atroce» sur l'économie canadienne, même si la devise plus faible et la vitalité aux États-Unis aident à raviver les exportations du pays.

M. Poloz a indiqué que la banque centrale dispose de plusieurs options pour soutenir l'économie si nécessaire. Cela inclut de maintenir les taux d'intérêt bas pour une période prolongée, ainsi que l'achat d'actifs sur les marchés financiers.

Au cours d'un entretien avec le quotidien financier britannique, M. Poloz a émis un commentaire plutôt sombre sur le trimestre qui s'achève mardi. Déjà, certains économistes avaient évoqué un recul du PIB pour les trois premiers mois de l'année.

«Le premier trimestre de 2015 sera atroce, en raison du choc pétrolier qui représente un facteur important pour notre économie», a dit M. Poloz, ajoutant que les investissements en capital pourraient avoir chuté d'autant que 10% étant donné que les producteurs énergétiques charcutent leurs dépenses.

Le recul du prix de l'essence devrait compenser, car cela gonfle le revenu disponible des ménages du pays. Or, bien que positive, cette donnée ne sera pas suffisante pour amortir le choc du secteur de l'énergie, souligne M. Poloz.

Cela dit, le patron de la Banque du Canada souligne que le pays profite de l'affaiblissement du huard. Il cite en exemple le fait que le Canada ne perd plus d'usines automobiles au profit du Mexique comme c'était le cas lorsque la devise était plus forte.

Au moment d'écrire ces lignes, le dollar canadien perdait 0,23% à 79,11 cents américains.

Le dollar fort représente "un choc significatif" pour l'économie américaine

Bilan.ch 7 Avril 2015

Par AWP La récente appréciation du dollar a représenté "un choc significatif" pour l'économie américaine et devrait affecter la croissance, a affirmé lundi un responsable de la Réserve fédérale (Fed).



Bloomberg

Ainsi l'appréciation de près de 15% du dollar qui "rend les exportations américaines plus chères et les importations plus compétitives" pourrait "réduire la croissance du PIB de 0,6 point de pourcentage sur l'année", a affirmé M. Dudley dans un discours à Newark (New Jersey).

===

Devises

La récente appréciation du dollar a représenté "un choc significatif" pour l'économie américaine et devrait affecter la croissance, a affirmé lundi un responsable de la Réserve fédérale (Fed).

Le président de la banque de Réserve fédérale de New York William Dudley a analysé "le récent ralentissement" de l'expansion américaine "suggéré par un large éventail d'indicateurs", dont de décevantes créations d'emplois pour mars.

Ainsi l'appréciation de près de 15% du dollar qui "rend les exportations américaines plus chères et les importations plus compétitives" pourrait "réduire la croissance du PIB de 0,6 point de pourcentage sur l'année", a affirmé M. Dudley dans un discours à Newark (New Jersey).

Il prévoit qu'au premier trimestre le Produit intérieur brut américain --dont la première estimation sera publiée le 29 avril-- n'augmentera que de 1% en

rythme annuel.

Autre facteur contribuant au ralentissement de l'économie, la baisse des prix de l'énergie "risque de conduire à une réduction encore plus sévère des investissements" dans l'industrie américaine du gaz et du pétrole. "Cela va exercer un frein important sur l'activité économique", a-t-il ajouté.

Enfin, M. Dudley a mentionné l'hiver rigoureux dans le nord-est et le Midwest comme étant une des raisons du "ralentissement surprise".

Selon lui, le niveau des chutes de neige et le volume de population qui en a été affecté "a été de 20% à 25% plus important en janvier et février qu'au cours des cinq dernières années en moyenne".

"Ce genre de déviations importantes a un impact négatif significatif sur un certain nombre d'indicateurs économiques", a encore affirmé le responsable de la Fed de New York.

Sans donner d'indication sur le calendrier de la normalisation de la politique monétaire, M. Dudley a rappelé qu'une première hausse des taux d'intérêt serait "dépendante des données économiques" et qu'ensuite la trajectoire de hausses des taux serait "relativement faible".

La normalisation de la politique monétaire "ne signifie pas qu'elle sera resserrée. Nous allons simplement passer d'une politique monétaire extrêmement accommodante à une politique qui le sera un peu moins", a-t-il souligné.

Les taux d'intérêt au jour le jour, qui correspondent au taux auquel les banques se prêtent entre elles et qui sont déterminés par la Fed, sont demeurés proches de zéro depuis fin 2008 pour soutenir la reprise.

[Les caisses de retraite du privé en France vont être bientôt dans le rouge](#)

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 7 avril 2015

Dans un grand moment de consensus médiatique, on nous a expliqué cette semaine, qu'il y avait « des vents porteurs pour la croissance ». **Michel Sapin**, ministre des finances et des comptes publics qui, à de nombreuses fois a annoncé « la baisse du chômage et du déficit » a récidivé en annonçant que « Nous maîtrisons nos dépenses et nous maîtrisons notre dette ». Encore un petit effort et on pourra faire du « cagnoting » et éviter de faire les réformes

nécessaires pour notre pays !

Le problème c'est que le nombre de demandeurs d'emploi reflue trop lentement pour conforter la croissance. En effet, les destructions d'emplois continuent malheureusement d'être spectaculaires (MoryGlobal, AIM, Vivarte etc ...)

Les dépenses d'investissement progressent moins vite que les dépenses de fonctionnement, notamment la rémunération des fonctionnaires. Pour le gouvernement tout cela n'est pas grave, puisque le Trésor Français va emprunter à des taux très bas, encore autour de 200 Md€ pour payer les fonctionnaires et le coût de notre modèle social.

Le déficit des retraites vient de doubler en un an, il représente maintenant 10% de la collecte alors que les salariés se voient prélever 20% de leur salaire brut. Cela montre bien l'incapacité des politiques, toutes tendances confondues, à gérer ces régimes paritaires. Comme le fait très bien remarquer « Sauvegardes des Retraites », Les retraites complémentaires du privé Agirc sont menacées de faillite en 2018 et celles de l'Arcco en 2025. Il faudra donc inévitablement reculer l'âge du départ à la retraite, augmenter les cotisations et diminuer les pensions. Par contre les régimes spéciaux, à commencer par ceux de la fonction publique conserveront leurs avantages notamment pour les fonctionnaires celui de partir en retraite bien avant 60 ans !

Pendant ce temps **Philippe Martinez**, le nouveau secrétaire général de la CGT réclame « la semaine de 32 heures et l'arrêt de l'austérité », c'est à dire tout ce qu'il faut faire pour enfoncer un peu plus l'économie française.

Dans un autre contexte, on aurait pu trouver positif que le **Manuel Valls**, premier ministre reconnaisse enfin que les impôts avaient étouffé l'économie, **qu'Arnaud Montebourg** ex ministre du redressement productif explique que la classe politique était devenue dangereuse pour notre pays, car elle était une bourgeoisie d'Etat formée de hauts fonctionnaires coupés du peuple. On sait bien qu'entre les déclarations et les actions il y a un immense écart et que surtout la seule chose qui compte désormais c'est le prochain congrès du parti socialiste et les élections présidentielles.

Les taux zéro sont un véritable poison pour les économies

Les banques centrales nous font entrer dans un monde de moins en moins connu qui génère des anomalies économiques très importantes. Le fait que le

Portugal, dont le marché actions a progressé de 24,3% au premier trimestre, emprunte moins cher que les Etats Unis ne peut s'expliquer que par un risque qui vaut désormais zéro.

Dans l'histoire économique aucun pays, aucune zone économique n'a pu se développer durablement avec des taux d'intérêts négatifs car cela entraîne une très mauvaise allocation d'actif qui se termine toujours pas l'éclatement de bulles.

La hausse du dollar réduit les profits des sociétés américaines dès le quatrième trimestre 2014. Il diminue la croissance de nombreux pays en Afrique (Zambie, Nigeria, Uganda, Angola, Afrique du Sud...). **Le Renminbi** augmente régulièrement sa part de marché dans les transactions internationales. Il devrait être bientôt inclus parmi les devises qui composent les Droits de Tirages Spéciaux (DTS), car depuis 1969 les pondérations sont : Dollar 41,9%, Euro 37,4%, Livre Sterling 11,3%, Yen 9,4%

La Chine détient par ailleurs 3,8% des droits de vote au FMI alors qu'elle pèse 16,5% du PIB mondial !

L'Europe du sud va aller encore mieux

En Europe, l'Europe du Sud devient plus compétitive comme le montre l'évolution des exportations espagnoles, la fiscalité a évolué dans un sens plus favorable aux entreprises et des réformes structurelles significatives ont été entreprises.

Les deux pays les plus intéressants sont l'Espagne et le Portugal. Pour l'Italie il est encore trop tôt.

En Grande Bretagne, la bonne tenue de l'économie britannique a permis de diminuer le chômage. Il est difficile d'anticiper qui sera le vainqueur des prochaines élections. Entre les Conservateurs et les Travailleurs ce sont les petits partis qui arbitreront, ce qui risque de rendre le pays difficilement gouvernable.

Aux Etats Unis, le dernier chiffre de l'emploi a été décevant... **Peter Diamandis** un des fondateurs de Singularity University a son explication. Les mutations que nous sommes en train de vivre entraînent une reprise créant peu d'emplois anciens. Dans une « économie à la demande » de nombreux produits ne seront plus achetés mais tout simplement loués pendant leur temps d'utilisation....

La production de pétrole aux Etats Unis, ralentit beaucoup moins que prévu

Le nombre de puits en activité aux Etats Unis a diminué de 46% depuis le mois d'octobre dernier, au moment où le baril était encore à 90\$. Malgré cela, la production a atteint encore 9,6 M/b par jour en mars. C'est comme avec les banques centrales, nous entrons dans un territoire inconnu, car au moment où la demande de pétrole augmentera de nouveau les producteurs pourront très rapidement fournir toute la demande au marché.

Cependant les stocks de pétrole aux Etats Unis n'ont jamais été aussi élevés à 449 M/b et il n'est pas sûr que les Etats Unis puissent facilement remplacer le rôle de « Swing Producer » qui a été joué par l'Arabie Saoudite pendant des années.

De nombreuses sociétés américaines seront en mesure d'en profiter notamment **EOG Resouces, Anadarko Petroleum, Apache Corp, Chesapeake Energy et Continental Resources.**

Quand on regarde les mouvements des grandes sociétés de gestion sur le secteur, on constate qu'elles estiment que le pétrole a trop baissé et que certaines sociétés méritent d'être achetées dans les niveaux actuels. Dans les services pétroliers sur **Halliburton et Baker Hugues**, dans les sociétés de production de pétrole de schiste sur **Chesapeake Energy Corp**, ainsi que des pétrolières intégrées comme sur **BP Group, Eni et Total**

Les réserves d'Or (Gold) de la FED plongent... signe d'une perte de confiance

Qui perd gagne et ZeroHedge , Posted on 8 avril 2015



L'or détenu par la Fed de New York est sous la barre des 6000 tonnes pour la première fois, après un dixième mois d'affilé de baisse.

Les rapatriements des réserves d'or de nombreux pays à travers le monde se multiplient, selon processus lent, discret et continu.

- L'or détenu dans les coffres de la Fed de New York est passé pour la première fois au cours du 21^e siècle en dessous de la barre des 6.000 tonnes- 5989,5 tonnes pour être précis-après un dixième mois d'affilé de baisse.
- D'après les derniers chiffres publiés par la Fed, rien qu'en février, ce sont 10 t qui ont quitté ses coffres alors que le mois précédent 20 tonnes avaient pris la poudre d'escampette.
- Après les 177 tonnes de 2014 se sont déjà 30 tonnes qui ont été envoyées vers leurs propriétaires en 2015.

Si les données du mois de Mars montre que les retraits se poursuivent, cela signifie que soit l'Allemagne, ou un autre pays souverain continue de rapatrier son or et pour une raison ou une autre ne fait plus confiance aux chambres-fortes de la réserve fédérale situées 100 pieds sous Manhattan.

www.zerohedge.com

Le Myanmar invite les entreprises privées locales à raffiner du pétrole brut

Publié le 2015-04-06 à 11:52 | french.xinhuanet.com

RANGOON, 6 avril (Xinhua) -- Le ministère birman de l'Energie a invité les entreprises privées locales à manifester leur intérêt pour le raffinage de pétrole brut produit par des puits traditionnels sur des gisements pétroliers, selon un communiqué officiel publié lundi.

Les entreprises intéressées doivent transmettre un plan de capacité nominale et d'aménagement pour le raffinage de 1000 à 2500 gallons (environ 3785 à 9464 litres) de pétrole brut par jour, selon une annonce du ministère.

Les raffineries ne pourront utiliser que du pétrole brut produit par des puits traditionnels, d'après le document.

Les entreprises intéressées devront suivre les instructions de conservation de l'environnement et de distribution du pétrole.

Depuis le début de l'année, six entreprises britanniques, australiennes, japonaises, indiennes et italiennes ont signé des contrats de partage de production avec le Myanmar en vue d'explorer le pétrole et le gaz sur des gisements au large des côtes de Rakhine et de Tanintharyi.

Le Myanmar possède un grand nombre de ressources de pétrole brut et de gaz naturel, en particulier au large de ses côtes.

Les compagnies pétrolières étrangères engagées dans l'exploration et la production de gaz et de pétrole au Myanmar comptent également des entreprises canadiennes, chinoises, indonésiennes, sud-coréennes, malaisiennes, russes, singapouriennes, thaïlandaises et vietnamiennes.

Les investissements étrangers dans le secteur du pétrole et du gaz birman ont atteint 16,992 milliards de dollars à la fin de 2014, soit 32,16% du total des investissements étrangers. Le pétrole et le gaz sont le deuxième secteur du pays attirant le plus d'investissements étrangers après le secteur électrique, selon les statistiques.

Iran: si les sanctions sont levées, les cours du pétrole vont chuter



Par Altin Lazaj Diffusion : lundi 6 avril 2015

L'accord des grandes puissances sur le nucléaire en Iran, qui sera accompagné d'une levée graduelle des sanctions, va surtout libérer les exportations de pétrole iranien. Le retour du pays sur le marché va accroître mécaniquement l'offre et par conséquent provoquer une baisse des prix.

Il y a de quoi effrayer les pays dont les revenus dépendent des exportations pétrolières ; l'afflux d'or noir iranien va provoquer une chute des cours en cas de levée des sanctions occidentales. Le pays est le cinquième plus gros producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Malgré les sanctions, il exporte environ 1,1 million de barils par jour contre le double en 2011, année de l'entrée en vigueur de l'embargo européen. L'Iran est aussi gorgé de gaz et dispose des deuxièmes réserves mondiales après la Russie. Une fois les sanctions levées, l'Iran mettra d'abord sur le marché ses énormes stocks de pétrole accumulés faute de pouvoir les vendre.

Les analyses pensent qu'avant la fin de l'année Téhéran pourrait aussi relever ses niveaux de production. Le marché mondial sera donc inondé, et l'Iran

n'hésitera pas une seconde à augmenter son offre même avec des cours actuellement très bas. Le pétrole représente sa première source de devises et Téhéran n'a pas d'autres choix pour redresser son économie aux abois après plusieurs années de sanctions. Un tel scénario va forcément provoquer des débats entre les membres de l'OPEP.

Mais le malheur des uns fait le bonheur des autres. Les pays consommateurs ont tout intérêt à ce que les prix soient au plus bas. La Chine, grosse consommatrice, doit se frotter les mains, mais pas uniquement elle. L'accord sur le nucléaire iranien pourrait initier le retour des compagnies occidentales en Iran. Les sanctions commerciales décrétées contre le pays par les États-Unis il y a plus de trente ans, puis à partir de 2006 par l'ONU et l'Union européenne, se sont traduites par un départ progressif des grandes compagnies pétrolières. L'entreprise française Total a été la dernière à quitter le pays, en 2008. Quelques compagnies chinoises et indiennes sont les seules à y travailler aujourd'hui.